

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

**HANDELINGEN VAN DE
PLENAIRE VERGADERINGEN**

286 02/12/1998 - voormiddag

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

**ANNALES DES
SÉANCES PLÉNIÈRES**

286 02/12/1998 - matin

Sommaire

Mercredi 2 décembre 1998, matin - 286

COMMUNICATIONS	10281
PROJET DE LOI	10281
projet de loi portant des dispositions sociales (1722/1 à 19)	10281
discussion générale	10281
<i>Orateurs</i> : Mme Burgeon et M. Vanpoucke , rapporteurs, MM. Bacquelaine , Valkeniers , Mmes D'Hondt , Van de Castele , MM. Vermassen , Lenssens , Mme De Galan , ministre des Affaires sociales	
discussion des articles	10297
ORDRE DES TRAVAUX	10299

ANNEXE 10301

DÉCISIONS INTERNES 10301

COMMISSIONS	10301
COMPOSITION	10301

DEMANDES D'INTERPELLATION	10302
DEMANDES	10302
RETRAIT	10302

PROPOSITIONS	10303
AUTORISATION D'IMPRESSION	10303

COMMUNICATIONS 10304

COMMISSIONS	10304
RAPPORTS	10304

SENAT	10305
PROJET DE LOI TRANSMIS	10305

GOUVERNEMENT	10305
DEPOT D'UN PROJET DE LOI	10305
DEPENSES FAITES EN MARGE DU BUDGET	10305
BUDGET GÉNÉRAL DES DEPENSES 1998	10305

COUR D'ARBITRAGE	10305
RECOURS EN ANNULATION	10305

COUR DES COMPTES	10306
CAHIER D'OBSERVATIONS	10306

COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS	10306
---	-------

RAPPORT ANNUEL	10306
UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE	10306

MOTION	10307
--------	-------

Inhoud

Woensdag 2 december 1998, voormiddag - 286

MEDEDELINGEN	10281
WETSONTWERP	10281
wetsontwerp houdende sociale bepalingen (1722/1 tot 19)	10281
algemene bespreking	10281
<i>Sprekers</i> : mevrouw Burgeon en de heer Vanpoucke , rapporteurs, de heren Bacquelaine , Valkeniers , de dames D'Hondt , Van de Castele , de heren Vermassen , Lenssens , mevrouw De Galan , minister van Sociale Zaken	
bespreking van de artikelen	10297
REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN	10299

BIJLAGE 10301

INTERNE BESLUITEN 10301

COMMISSIES	10301
SAMENSTELLING	10301

INTERPELLATIEVERZOEKEN	10302
INGEKOMEN	10302
INGETROKKEN	10302

VOORSTELLEN	10303
TOELATING TOT DRUKKEN	10303

MEDEDELINGEN 10304

COMMISSIES	10304
VERSLAGEN	10304

SENAAT	10305
OVERGEZONDEN WETSONTWERP	10305

REGERING	10305
INGEDIEND WETSONTWERP	10305
UITGAVEN GEDAAN BUITEN DE BEGROTING	10305
ALGEMENE UITGAVENBEGROTING 1998	10305

ARBITRAGEHOF	10305
BEROEPEN TOT Vernietiging	10305

REKENHOF	10306
BOEK VAN OPMERKINGEN	10306

VAST COMITÉ VAN TOEZICHT OP DE INLICHTINGENDIENSTEN	10306
---	-------

JAARVERSLAG	10306
"UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE"	10306

MOTIE	10307
-------	-------

SÉANCE FLÉNIÈRE

MERCREDI 2 DÉCEMBRE 1998

MATIN

PRÉSIDENCE de

M. Lenssens

La séance est ouverte à 10.02 heures.

PLENAIRE VERGADERING

WOENSDAG 2 DECEMBER 1998

VOORMIDDAG

VOORZITTER :

De heer Lenssens

De vergadering wordt geopend om 10.02 uur.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.

La séance est ouverte.

Er zijn berichten van verhindering ingekomen van de leden :

Les membres suivants sont excusés :

Canon, Cortois, Daems, Van den Poel-Welkenhuysen, Vermeulen, wegens ziekte / pour raison de santé;

Derycke, verhindert / empêché;

Van der Maelen, WEU / UEO;

Versnick, buitenslands / à l'étranger.

Mededelingen

Communications

De **voorzitter** : Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij zullen in bijlage bij de handelingen van deze vergadering opgenomen worden.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises en annexe des annales de cette séance.

Projet de loi

Wetsontwerp

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du **projet de loi portant des dispositions sociales (1722/1 à 19)**.

Aan de orde is de bespreking van het **wetsontwerp houdende sociale bepalingen (1722/1 tot 19)**.

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles. (Rgt 66.4)

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking van de artikelen. (Rgt 66.4) **(1722/15)**

De algemene bespreking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

La parole est à Mme Colette Burgeon, rapporteuse.

Mme **Colette Burgeon** (PS), rapporteuse : Monsieur le président, madame la ministre, chers collègues, notre commission a examiné les articles de ce projet de loi qui lui étaient soumis lors de ses réunions des 19, 20, 21 et 27 octobre et 17 novembre 1998.

Mme le ministre des Affaires sociales a parcouru les lignes directrices des 9 chapitres qui relèvent de ses compétences, lors de son exposé introductif.

Les chapitres 1, 2, 4, 5 et 6 qui concernent respectivement les accidents du travail, les maladies professionnelles, les prestations familiales, la sécurité sociale et la Banque-carrefour comportent essentiellement des modifications d'ordre technique.

Citons toutefois, dans le chapitre consacré aux prestations familiales, la création d'une base légale permettant au ministre de désigner, dans l'intérêt de l'enfant, le titulaire prioritaire du droit aux allocations familiales et la possibilité donnée au père, qui élève effectivement l'enfant, de percevoir les allocations sans désormais devoir recourir à une procédure judiciaire.

Dans le chapitre "Sécurité sociale", une dizaine d'articles suppriment la condition selon laquelle l'employeur ne peut être débiteur vis-à-vis de l'ONSS pour pouvoir bénéficier de réductions de cotisations de sécurité sociale. De plus, de la même manière que le non-versement de cotisations, le non-paiement de provisions sera également susceptible d'une sanction civile.

En ce qui concerne le chapitre 7 ayant trait aux soins de santé et indemnités, plusieurs dispositions ont pour objectif d'améliorer le fonctionnement du Collège des médecins-directeurs et du Fonds de solidarité. Les différentes modifications sont justifiées par le fait que le Collège des médecins-directeurs reçoit davantage de missions et que le nombre de demandes d'intervention provenant du Fonds de solidarité augmente. Afin d'accélérer la prise de décision, il est proposé, d'une part, de transformer l'obligation de soumettre les demandes relatives aux produits pharmaceutiques pour avis au conseil compétent en une faculté de consulter ce conseil et, d'autre part, de permettre à un ou plusieurs médecins-directeurs d'exercer une partie des compétences du Collège dans certains matières.

Ce chapitre contient aussi une série de dispositions importantes en matière de médicaments, dont notamment la révision de la première admission d'un médicament dans un délai de trois ans et la simplification de la réglementation relative aux contrats prix-volumes. La ministre a déclaré que les textes doivent être adaptés afin de pouvoir se conformer aux dispositions de la directive européenne 89/105 du 21 décembre 1988 concernant le délai pour l'agrément d'un médicament. En

effet, cette directive prévoit que la procédure pour la fixation du prix et le remboursement doit être achevée dans les 180 jours. Le délai moyen de remboursement du Conseil technique des spécialités pharmaceutiques est actuellement d'environ 450 jours. Les délais doivent donc être considérablement écourtés, ce qui nécessite au préalable des mesures d'accompagnement, notamment au niveau des différentes administrations impliquées dans le processus. La nomenclature des médicaments sera dorénavant modifiée par arrêté ministériel et l'avis préalable du Service du contrôle médical est supprimé.

Parmi les autres mesures exposées par la ministre, on peut encore relever :

- que les services infirmiers de soins à domicile qui remplissent certaines conditions pourront désormais être agréés comme dispensateurs de soins. En outre, et afin de financer les tâches supplémentaires qu'assurent ces services agréés et qui constituent une plus-value pour la qualité des soins à domicile, une possibilité d'intervention forfaitaire supplémentaire est introduite dans la législation;

- que les anciens "préventoriums" sont reconvertis en "centres médico-pédagogiques" destinés aux soins des enfants malades chroniques. Le Collège des médecins-directeurs est chargé d'une nouvelle tâche, à savoir la conclusion de conventions multipathologiques avec ces centres;

- que la clé de répartition normative, dans le cadre de la responsabilité financière des mutualités, pourra être adaptée par le Roi dans le courant de chaque phase. Cette adaptation ne pourra porter que sur la correction des données utilisées ou sur la prise en considération de nouvelles données;

- que deux semaines supplémentaires de congé prénatal sont accordées en cas de naissance multiple. Cette période pourra être prise au choix de la travailleuse, soit avant l'accouchement, soit après cet événement par la technique du report de la partie non épuisée du repos prénatal.

Les chapitres 8 et 9 ont trait respectivement à la sécurité sociale d'outre-mer et à la sécurité sociale des administrations provinciales et locales. En ce qui concerne cette dernière, une solution pragmatique est apportée afin de remédier au problème du retard avec lequel les cotisations "pensions" dues pour chaque receveur régional peuvent être réclamées à l'administration concernée.

Le dernier chapitre, consacré aux vacances annuelles, comporte une seule disposition qui vise à accorder aussi le bénéfice des vacances supplémentaires aux jeunes travailleurs qui ont travaillé le soir ou le week-end pendant leur dernière année d'étude.

Lors de la discussion générale, plusieurs intervenants ont relevé le caractère très technique de ce projet de loi et, parfois, la difficulté de dégager le sens politique et l'importance sociale de certaines dispositions. Il n'en demeure pas moins que, pour la plupart d'entre eux, le projet n'est pas dépourvu d'importance quant à son contenu. Plusieurs intervenants ont annoncé le dépôt d'amendements.

De manière générale, les problèmes suivants ont été évoqués.

Certains membres ont abordé les mesures relatives aux médicaments. C'est ainsi qu'un intervenant a notamment estimé que les dispositions en projet sont insuffisantes pour atteindre la norme prévue par la directive européenne qui fixe le délai de la procédure d'agrément à 180 jours. Un autre s'est, par contre, félicité de la réduction de la durée de la procédure, même si elle ne peut pas encore être ramenée à 180 jours. Pour un autre intervenant, les articles concernant les médicaments auraient dû faire l'objet d'une loi-programme et il s'imposait aussi de donner la parole à l'industrie pharmaceutique qui a des amendements à proposer.

Certains ont regretté qu'aucun progrès n'ait été accompli en matière d'assurance-dépendance.

Un membre a déploré qu'aucune mesure n'ait été prise notamment pour éliminer les causes de la fracture survenue entre les médecins et les mutualités, à savoir la limitation des suppléments d'honoraires dans les hôpitaux. Un autre membre, tout en souhaitant que l'on aboutisse à un accord tarifaire, s'est félicité que le projet à l'examen ne contienne pas de dispositions tendant à supprimer la réglementation relative aux suppléments à charge des patients hospitalisés en chambre particulière.

Les problèmes spécifiques du statut des artistes de spectacle, du FESC, des travailleurs frontaliers, du congé de maternité et des services de soins infirmiers à domicile ont également été abordés.

Dans ses réponses, la ministre des Affaires sociales a tout d'abord indiqué que les matières du département des Affaires sociales sont régies par la loi et

non par des dispositions réglementaires. C'est ce qui explique que le parlement doit régulièrement examiner un très grand nombre de dispositions techniques.

Abordant la problématique d'une assurance autonomie, la ministre a déclaré que les mesures prises en matière de maladies chroniques, ainsi que l'extension de l'assurabilité et du statut VIPO devraient rencontrer certaines préoccupations. Les mesures prises en faveur des personnes âgées dépendantes ont permis d'assurer une meilleure couverture à quelque 60 000 concitoyens. Elle a rappelé que la création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale suppose l'instauration d'une nouvelle cotisation et qu'une proposition faite en son temps aux partenaires sociaux s'est soldée par un refus de leur part. Le coût d'une assurance autonomie correcte s'élève à 20 milliards de francs.

Aux différentes questions et remarques concernant des sujets très divers, les réponses de la ministre peuvent être résumées de la manière suivante.

- Le dossier du statut des artistes de spectacle fait toujours l'objet de certaines difficultés, notamment quant à l'assujettissement au régime des salariés ou au régime des indépendants. Une disposition "cadre" avait été prévue dans le présent projet, disposition qui a été supprimée suite à l'avis négatif du Conseil d'Etat.

- En ce qui concerne le FESC, le Conseil des ministres du 19 juin 1998 a adopté, en première lecture, un avant-projet de loi portant des dispositions fiscales qui étend aux agents des services, organismes et employeurs publics, le champ de perception de la cotisation patronale de 0,05%. Pour leur part, les Régions et Communautés ont été invitées par le Conseil des ministres du 6 mars 1998 à prendre une décision semblable pour les agents de leur fonction publique. La ministre a pris les dispositions nécessaires pour qu'une même extension soit envisagée pour la fonction publique provinciale et locale. Quant à l'extension de la cotisation aux entreprises publiques autonomes, les modalités doivent encore être envisagées. Elle a signalé également qu'un projet d'accord de coopération "Fédéral-Communautés-Régions" visant la création d'une structure permanente de concertation devrait aboutir avant la fin de l'année. Enfin, sur le plan budgétaire, elle a signalé que des résultats importants avaient déjà été obtenus pour assurer une répartition plus équilibrée des moyens selon les

besoins des promoteurs du terrain dans les différentes Communautés du pays. En conclusion, la ministre est d'avis que, moyennant les nouvelles recettes escomptées, le FESC est sorti des problèmes et pourra, en 1999, répondre à de nouveaux besoins sur le terrain tout en renforçant le mouvement objectif de rééquilibrage déjà engrangé.

- Le gouvernement examine actuellement un rapport comprenant toutes les pistes envisageables pour le problème des travailleurs frontaliers. La ministre estime que la voie de la fiscalité est vraisemblablement la meilleure solution.

- Les propositions de loi concernant le congé de maternité n'ont pas été avalisées par le CNT et un consensus n'a pu se dégager au sein du groupe de travail intercabinets.

Un membre a répliqué que ses propos ne visaient pas l'organisation de l'assurance autonomie, par exemple, en tant que branche de la sécurité sociale. Par contre, il exprimait son regret que cette dernière loi-programme n'aille pas dans le sens d'une future assurance autonomie qui doit comprendre deux piliers : l'un relevant des soins de santé, l'autre se rapportant au revenu garanti. Un autre membre, rappelant les déclarations de la ministre flamande de la Santé publique (qui y voit une matière relevant de la compétence exclusive des Communautés et qui a annoncé des initiatives en la matière) a interrogé la ministre sur l'état de la concertation entre les gouvernements fédéral et communautaires à ce sujet.

La ministre a répondu que les initiatives prises au niveau fédéral pour assurer un meilleur accès aux soins de santé, notamment pour les personnes âgées, n'excluent pas celles des Communautés et des Régions dans la sphère de leurs propres compétences. A la suite des négociations entre les différents pouvoirs, il a été convenu qu'un certain nombre de dispositions visant à rencontrer les problèmes de dépendance des personnes âgées seraient prises par le biais des différentes branches de la sécurité sociale.

Concernant les frontaliers, un intervenant a relevé que le ministre des Finances a déclaré, lors de l'examen du projet de loi portant des dispositions fiscales, que le problème serait réglé par le biais d'un fonds de compensation, alors que la ministre des Affaires sociales annonce une solution par le biais de la fiscalité. La ministre a répondu que la note d'orientation soumise au conseil des ministres n'avait encore été ni examinée ni, a fortiori, approuvée.

En ce qui concerne la discussion et l'adoption des articles 1 à 132quinquies, je me limiterai à quelques points importants. Pour le reste, je vous renvoie au rapport écrit.

Dans le chapitre 6, intitulé "Banque-carrefour de la sécurité sociale", la commission a constaté que les articles 77 et 78 (visant à modifier les articles 44 et 45 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale) étaient devenus sans objet à la suite de l'adoption des articles 50 et 51 tel qu'amendés du projet de loi transposant la directive européenne du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Doc. n° 1566/11).

Le gouvernement a déposé de nombreux amendements, dont par exemple l'amendement n° 24 à l'article 91 qui vise à inscrire explicitement dans la loi coordonnée le délai de 180 jours imposé par la directive européenne pour la fixation du prix et pour l'admission d'une spécialité pharmaceutique au remboursement. Tous les amendements déposés par le gouvernement ont été adoptés.

Des amendements ont également été déposés par les membres de la commission.

Parmi les amendements qui ont été adoptés, je me dois, dans ce rapport oral, de citer l'amendement n° 109 qui insère un article 105bis. Ce nouvel article, adopté par 11 voix et 2 abstentions, répond à la nécessité de confirmer l'attachement du législateur au système des accords médico-mutualistes, étant donné que celui-ci constitue la base de la sécurité tarifaire de tous les assurés sociaux. Etant donné que certaines organisations professionnelles représentatives de médecins refusent depuis plusieurs mois de conclure un accord médico-mutualiste tant que certaines corrections ne sont pas apportées à l'article 50bis de la loi coordonnée, il convenait de favoriser au maximum la conclusion d'un nouvel accord.

Après avoir rappelé que l'article 50bis actuel a été inséré par la loi du 22 février 1998 et qu'il constitue en réalité la résultante de deux propositions de loi portant réglementation des suppléments d'honoraires hospitaliers (propositions de loi n° 977 et 982 - 96/97), l'auteur principal de l'amendement n° 109 a fait remarquer que l'amendement comporte une innovation importante puisque le Roi, après avis de la commission médico-mutualiste, rend

obligatoires jusqu'au 31 décembre 1999 les honoraires qui résultent de l'accord pour les prestations dispensées à des patients admis ou ayant demandé à être admis en salle commune ou en chambre à deux lits ou admis en chambre particulière pour des raisons médicales, que le médecin adhère ou non à l'accord. A partir du 1er janvier 2000, cette prérogative du Roi se transforme en faculté. Si l'accord ne contient pas des dispositions concernant les honoraires maxima pour ces prestations, les tarifs servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance constituent les honoraires maxima.

Un autre intervenant a mis en évidence que l'article 50bis actuel de la loi coordonnée a permis de mettre fin à des pratiques abusives au sein de certains hôpitaux et de garantir une sécurité tarifaire dans le secteur hospitalier au cours d'une période caractérisée par une absence de sécurité tarifaire. Il a souligné que l'amendement n° 109 permettra de réaliser quasi intégralement les objectifs poursuivis en matière de limitation des suppléments d'honoraires et de supprimer les obstacles à la conclusion d'un accord médico-mutualiste.

Un membre a estimé toutefois que l'amendement n'excluait nullement la fixation, par accord médico-mutualiste, de suppléments d'honoraires en milieu hospitalier et qu'il aurait été préférable de s'en tenir à la formulation de l'article 50bis actuel de la loi coordonnée.

Selon la ministre, la situation actuelle caractérisée par un changement des rapports de force et des mentalités au sein de la commission médico-mutualiste, ne se serait pas présentée sans les élections médicales ni en l'absence des dispositions de la loi du 22 février 1998 réglementant les suppléments d'honoraires. En outre, elle a indiqué que les acteurs de l'assurance maladie comptent insérer dans le prochain accord médico-mutualiste une recommandation visant à ce que les dispensateurs de soins non conventionnés respectent, dans le secteur ambulatoire, les tarifs de l'accord pour les cas dignes d'intérêt.

Concernant le chapitre 1er consacré aux allocations aux handicapés, le secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Intégration sociale a indiqué que l'article 133 porte de un à trois mois le délai afférent à l'exécution d'une décision de récupération des allocations aux handicapés payées indûment. Ainsi, un délai plus raisonnable est octroyé au

bénéficiaire qui souhaite introduire, auprès de la commission d'aide sociale aux handicapés, une demande de renonciation à la récupération.

Trois amendements ont été déposés par des membres de la commission. Ils introduisent respectivement dans le projet un article 133bis, un article 133ter et un article 133quater.

L'article 133bis, inséré par l'amendement n° 57, modifie l'article 6 de la loi du 27 février 1987 en précisant, d'une part, que le montant des allocations varie selon le degré d'autonomie et selon la catégorie à laquelle le handicapé appartient et, d'autre part, que tant l'allocation d'intégration que l'allocation pour l'aide aux personnes âgées sont allouées aux handicapés dont le degré d'autonomie est fixé à sept points au moins. Cette disposition entre en vigueur le 1 juillet 2000 en vertu de l'article 133ter, inséré par l'amendement n° 58.

L'auteur principal de ces amendements a fait remarquer qu'il n'était pas logique de distinguer les régimes de l'allocation d'intégration et de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées en fonction de la perte minimale d'autonomie conditionnant l'octroi desdites allocations - respectivement 7 et 9 points. En outre, une telle distinction est de nature à créer des discriminations.

Le secrétaire d'Etat a toutefois signalé qu'il doutait fort que le budget de 2000 puisse prévoir une marge pour la concrétisation de l'amendement n° 57. Il a également rappelé que plusieurs mesures avaient déjà été instaurées ou sont en voie de l'être pour améliorer la situation des personnes âgées. Un intervenant a répliqué qu'il n'était nullement impossible de dégager 100 millions dans le cadre du budget des dépenses de 2000 qui comportera vraisemblablement plus de 2,6 milliards de francs.

L'amendement n° 57 a été adopté par 13 voix et une abstention. L'amendement n° 58 par 10 voix contre 4 et une abstention. Un sous-amendement n° 60 visant à faire entrer en vigueur l'article 133bis au 1er janvier 1999 a été rejeté par 8 voix contre 5 et une abstention.

L'article 133quater, inséré par l'amendement n° 59, complète l'article 7, paragraphe 2, de la loi du 27 février 1987, de manière à assimiler - pour le calcul des ressources - un revenu de remplacement à un revenu professionnel pour un montant maximum de 100 000 francs. L'auteur principal de l'amendement a fait valoir que l'exonération actuellement prévue

pour le calcul des ressources de la personne handicapée, soit 540 816 francs, n'est pas applicable aux revenus de remplacement, ce qui a pour effet de pénaliser deux fois l'intéressé en cas de maladie ou de chômage. L'amendement n° 59 a été adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Lors de l'examen des articles 152 à 158 concernant les modifications apportées à la loi sur les hôpitaux dans le cadre de la santé publique et à la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins, notre commission a entendu l'avis communiqué oralement par la commission de la Santé publique.

Cet avis est publié en annexe du rapport écrit. Il convient de signaler que la commission de la Santé publique a relevé que les articles qui lui étaient soumis pour avis relèvent cependant de sa compétence exclusive.

Pour la discussion des articles et les votes de notre commission, je renvoie au rapport écrit.

Je signale toutefois qu'à l'article 153, deux amendements déposés en commission de la Santé publique ont reçu un avis positif dans cette commission et ont été adoptés par notre commission. Ces deux amendements (n° 36 du gouvernement et n° 37 de deux commissaires de la Santé publique) visent respectivement à clarifier ce qu'il y a lieu d'entendre par "prestataires de soins" et à bien préciser que le libre choix d'un patient reste entier par rapport à l'obligation éventuelle de créer un réseau d'équipements de soins - et donc d'offrir un circuit complet de soins - pour le groupe cible dont fait partie ce patient.

En ce qui concerne l'article 57, un amendement n° 38 a été déposé par des membres de notre commission. Etant donné qu'une base légale permettant de définir les actes médicaux qui relèvent ou non du milieu hospitalier est une matière délicate qu'il convient d'approcher avec la plus grande prudence, il est proposé que la réglementation en cette matière fasse l'objet d'un arrêté délibéré en Conseil des ministres. Le ministre de la Santé publique ayant souscrit à cet amendement, celui-ci a été adopté par 8 voix contre une.

La partie consacrée aux pensions, qui se subdivise en quatre chapitres (pensions des travailleurs indépendants, pensions des travailleurs salariés, dispositions diverses et pensions du secteur public) n'a pas fait l'objet, dans l'ensemble, de remarques particulières. Je renvoie donc au rapport écrit.

L'ensemble des dispositions soumises à notre commission, telles qu'elles ont été amendées et corrigées, a été adopté par 9 voix et 2 abstentions.

De **voorzitter**: Collega's, de heer Suykens, mevrouw Van Kessel en de heer Van Erps, rapporteurs, verwijzen naar hun schriftelijk verslag.

De heer Daniel Vanpoucke, rapporteur, heeft het woord.

De heer **Daniel Vanpoucke** (CVP), rapporteur: Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Opentbaar Ambt heeft op haar vergadering van 28 oktober 1998 een aantal artikelen uit het voorliggende wetsontwerp besproken en goedgekeurd.

Ten eerste, artikel 9 kwam aan bod dat erop gericht was een regeling te treffen voor de overname van de rechten en verplichtingen inzake arbeidsongevallen en beroepsziekten voor het geval dat een provinciale of lokale overheidsdienst ophoudt te bestaan. Bij amendement nummer 18 van de regering werd voorgesteld om dit artikel weg te laten, omdat er nog moet over worden onderhandeld met de vakbonden in het Comité A. Op een vraag wat de gevolgen zijn indien er zich intussen bijvoorbeeld een ongeval zou voordoen, antwoordde de minister dat het een uitzonderlijke situatie betreft, zodat een kort uitstel geen dramatische gevolgen dient te hebben. Het amendement van de regering werd dan ook unaniem aanvaard.

Ten tweede, artikel 49 werd eenparig aangenomen. Het betreft een niet-onbelangrijk artikel dat de gemeenteraad de keuze laat om te bepalen of ze het stelsel van de jaarlijkse vakantie voor de ambtenaren dan wel dat voor de werknemers uit de particuliere sector toepast voor de contractuele personeelsleden van de gemeenten, van de verenigingen van gemeenten en van de instellingen ondergeschikt aan de gemeenten. Dit artikel geldt niet voor de gesco's. De minister verduidelijkte dat voor deze laatste het bestaande systeem *sui generis* van toepassing blijft.

Ten derde, de artikelen 126 tot 131 werden toegelicht door de minister. Ze betreffen onder meer een aantal technische wijzigingen aan de gemeentewet in verband met de sociale zekerheid van de gewestelijke ontvangers. Ook deze artikelen werden eenparig aangenomen.

Tenslotte werd het geheel van de aan de commissie voor de Binnenlandse Zaken voorgelegde bepalingen, zoals gewijzigd, unaniem goedgekeurd.

Le **président** : La parole est à M. Daniel Bacquelaine.

M. Daniel Bacquelaine (PRL-FDF) : Monsieur le président, madame la ministre, chers collègues, le volumineux projet que nous soumet le gouvernement comporte essentiellement des modifications d'ordre technique visant à préciser ou à mettre en conformité avec des textes légaux récents nombre de dispositions de notre droit social.

Quelques dispositions proposées en matière de santé publique et de soins de santé doivent cependant éveiller notre attention. Elles concernent le secteur des médicaments, la loi sur les hôpitaux, les soins à domicile et le dossier médical informatisé.

Plus fondamentalement, ce projet de loi traduit le manque d'inspiration d'un gouvernement à bout de souffle et se singularise davantage par les sujets qui n'y sont pas abordés que par les dispositions qu'il contient.

Ainsi, la problématique de l'assurance-dépendance n'est même pas effleurée au moment même où tous les pays mettent en place ou étudient sérieusement les modalités visant à assurer aux personnes âgées ou malades la garantie de leur autonomie, au moment même où certains de nos ministres alimentent le débat médiatique sur ce thème.

L'inertie du gouvernement fédéral dans le domaine de l'assurance-dépendance concourt au développement d'une médecine à deux vitesses pour les patients âgés et dépendants.

S'il est vrai que les Communautés et Régions ont un rôle à jouer en matière d'aide aux personnes en perte d'autonomie, dans le cadre de leurs compétences propres, il est aussi indispensable de considérer les devoirs de l'Etat fédéral dans le domaine de la solidarité générale qui doit s'exercer en faveur des personnes souffrant d'incapacités physiques ou psychiques dues à la maladie ou à la sénescence.

Si l'allocation forfaitaire pour l'aide aux personnes âgées représente une intervention utile des pouvoirs publics, elle ne peut résoudre les besoins particuliers qu'entraînent un certain nombre de maladies chroniques en matière d'autonomie ou tout simplement de survie. Seule la prise en compte des frais réels inhérents à chaque type de maladie réduisant l'autonomie

permettra d'atteindre une véritable solidarité. La mise en oeuvre de cette solidarité peut s'exercer dans le cadre de l'INAMI et de la nomenclature des soins de santé, mais aussi par une activation bien orientée de l'assurance complémentaire financée par les cotisations personnelles des affiliés des mutualités.

Nous attendons du gouvernement qu'il prenne sa part de responsabilité dans le développement d'une assurance-autonomie à laquelle le vieillissement démographique confère un caractère d'absolue nécessité.

Revenant à ce qui se trouve dans le projet de loi, je constate que le secteur des soins à domicile n'y est abordé que dans le cadre d'un financement des services de soins infirmiers à domicile. Le gouvernement introduit ainsi une différenciation dans le financement de l'acte infirmier, selon qu'il est pratiqué par un infirmier indépendant ou qu'il résulte des services d'une structure organisée utilisant du personnel salarié. Ce n'est plus le patient qui est le centre de la préoccupation des pouvoirs publics, mais bien le financement des structures ou des réseaux. Et peu importe si cela coûte plus cher !

Je tiens à rappeler la position du PRL en la matière. C'est le service réellement rendu au patient, par un personnel qualifié, qui doit être rémunéré. Nous pensons que les coordinations externes de soins à domicile, regroupant des prestataires indépendants, sont certainement, mais pas exclusivement, à même de rencontrer les objectifs de qualité des soins, de libre choix des patients et d'utilisation optimale des moyens disponibles.

Je comprends les problèmes que rencontrent les structures de soins infirmiers à domicile. La solution de ces problèmes réside dans la recherche d'une organisation interne plus performante et dans la collaboration de ces structures avec les coordinations externes de soins à domicile, plutôt que dans l'octroi de privilèges en matière de financement.

Dans le domaine du dossier médical informatisé - ceci concerne M. le ministre Colla - l'intérêt du patient risque aussi d'être battu en brèche par un nouvel accès de rage normative du ministre de la Santé publique. Autant ce dossier peut-il être un instrument facilitant la pratique médicale du généraliste au bénéfice des patients, autant il pourrait aussi s'intégrer dans un système coercitif imposant aux praticiens des normes de pratiques motivées par des raisons de type essentiellement économique.

Le ministre se donne la possibilité d'agréer des logiciels sur la base de l'avis d'un groupe de travail dont le Conseil d'Etat lui-même a critiqué le flou qui entoure sa composition.

Pour ma part, je considère qu'il est indispensable de confier la conceptualisation du dossier médical informatisé aux organisations scientifiques de médecine générale et de prendre au moins l'avis du comité de concertation créé dans le cadre de la pax medica. J'ai d'ailleurs déposé un amendement dans ce sens et je pense que M. Van Erps avait lui-même attiré l'attention de la commission sur ce problème.

Le projet de loi portant des dispositions sociales introduit, dans la loi sur les hôpitaux, la notion de "réseau d'équipements de soins" et de "circuit de soins". Le gouvernement se réserve le droit de désigner les groupes cibles pour lesquels les soins devraient être offerts par un réseau d'équipement de soins.

En outre, le gouvernement crée également la notion de "besoin par zone d'attraction" des hôpitaux.

Par les articles 191, 192 et 193 du projet de loi, le gouvernement se donne, en fait, les moyens d'organiser le "*case management*", c'est-à-dire le contrôle structurel de la dispensation des soins avant, pendant et après l'hospitalisation des patients, sans aucune référence au rôle, pourtant essentiel, du médecin généraliste dont on n'arrête pourtant pas de vanter les mérites.

Toujours dans le cadre de la loi sur les hôpitaux, j'exprime mon inquiétude face à la création de comités locaux d'éthique tels qu'ils sont conçus par le ministre de la Santé publique - ce qui me paraît extrêmement contestable - et dont une des missions consisterait dans "l'assistance à la décision concernant les cas individuels." Que des médecins et des infirmières se rencontrent dans les hôpitaux, pour réfléchir ensemble aux aspects éthiques de la pratique des soins hospitaliers et qu'ils donnent des avis sur les protocoles d'expérimentation, cela ne me pose aucun problème. Par contre, le fait que des "éthiciens" - qu'est-ce donc qu'un éthicien ? - transposent leur propre morale dans la limitation de l'autodétermination de patients confrontés à des situations particulières, me paraît éminemment contestable. A cet égard, la loi et ses modifications éventuelles me paraissent nettement mieux garantir la liberté individuelle.

Quant à l'assouplissement de l'interdiction des suppléments d'honoraires relatifs à l'hospitalisation, il me paraît insuffisant et toujours ignorer deux éléments du débat.

- D'une part, les articles 138 et 139 de la loi sur les hôpitaux - je sais que beaucoup sont rétifs à l'argumentation rationaliste - imposent déjà au conseil médical de chaque hôpital de garantir aux malades admis en salle commune ou en chambre à deux lits la possibilité d'être soignés aux tarifs de l'engagement et rendent obligatoire l'information des patients en matière de tarifs.

- D'autre part, la volonté de supprimer les suppléments d'honoraires aboutit en fait à priver les hôpitaux de recettes complémentaires provenant d'une solidarité de fait entre les patients les plus fortunés et les patients les plus démunis.

Hélas, ce débat semble définitivement marqué du sceau du dogmatisme et du procès d'intention.

Nous attendons toujours du gouvernement qu'il supprime l'article 139bis de la même loi sur les hôpitaux, qui permet aux gestionnaires de financer des activités non médicales avec les honoraires des médecins.

En matière d'accessibilité aux soins, notre pays souffre de retards dramatiques au niveau de l'introduction de nouveaux médicaments dans la pharmacopée et de la décision de leur remboursement.

Alors que le délai européen pour la fixation du prix et l'admission au remboursement est de 180 jours, ce délai est en Belgique trois fois plus long. La conséquence de ces retards administratifs systématiques est que le patient belge doit, en comparaison avec les patients des pays limitrophes, attendre beaucoup plus longtemps avant de pouvoir se procurer les nouveaux médicaments.

A l'heure actuelle, plusieurs médicaments totalement innovants ne sont toujours pas remboursés en Belgique, alors qu'ils le sont déjà dans d'autres pays de l'Union européenne. Certes, le projet de loi que nous examinons simplifie la procédure de remboursement. Certes, le gouvernement propose l'inscription dans la loi du délai maximum de 180 jours prévus dans la directive européenne pour la fixation du prix et l'admission d'une spécialité pharmaceutique au remboursement, en ce compris l'avis de la Commission de transparence. Mais ne s'agit-il pas d'un vœu pieux ?

Concrètement, les mesures avancées dans le projet de loi aboutissent à un raccourcissement des délais de l'ordre de 80 jours.

Je m'inquiète de la volonté réelle du gouvernement en la matière quand sa majorité refuse systématiquement tout amendement de l'opposition visant à rencontrer l'objectif qu'elle prétend pourtant poursuivre.

Dans son exposé des motifs, la ministre des Affaires sociales nous disait que l'INAMI devra pouvoir disposer d'une administration bien structurée et suffisante en personnel, que les firmes devront mieux informer l'INAMI et ce dans les délais les plus brefs.

Je propose donc un amendement visant à faire en sorte qu'un représentant de l'industrie pharmaceutique siège également au sein du conseil technique des spécialités pharmaceutiques avec voix consultative. La majorité refuse l'amendement. N'y avait-il pas meilleur moyen de raccourcir les délais de l'information réciproque tant du conseil technique que des différentes commissions qui interviendront par la suite ?

Je propose ensuite que le conseil puisse engager la procédure de remboursement avant même de disposer de l'avis de la Commission de transparence. De nouveau, la majorité refuse.

Je propose enfin de rendre à la ministre sa responsabilité politique en lui donnant le droit de prendre une décision, lorsque le conseil technique et le Comité de l'assurance dépassent le délai de 150 jours. La majorité refuse toujours. Or, à l'heure actuelle, et toujours après l'adoption du projet de loi, il suffit que le CTSP ne prenne aucune décision pour bloquer complètement la procédure en cours.

Au-delà du caractère administratif de ces textes et propositions, le problème posé est celui de la mise à disposition des malades de médicaments pouvant les soulager, les guérir et même leur sauver la vie.

Actuellement, les patients de notre pays ne peuvent se procurer, dans des conditions financières acceptables, - les mieux nantis pourront toujours se faire soigner à l'étranger - des médicaments utiles dans l'asthme, le cancer du sein, le cancer du colon, la maladie de Parkinson, la migraine, l'épilepsie, le traitement de la douleur, alors qu'ils sont disponibles en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et au Grand-Duché de Luxembourg. C'est intolérable.

Madame la ministre, je vous demande donc de prendre d'urgence un arrêté autorisant la mise sur le marché et le

remboursement des nouveaux médicaments pour lesquels une demande d'admission au remboursement a déjà été introduite depuis plus de 180 jours, ces médicaments étant déjà disponibles dans la plupart des autres pays de l'Union européenne.

Ce serait là un acte concret en faveur des patients et de l'accès aux soins. Dans ce domaine, il me semble grand temps de passer de la parole aux actes !

De voorzitter : De heer Jef Valkeniers heeft het woord.

De heer Jef Valkeniers (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, heel wat artikelen van dit ontwerp van sociale programwet, dat eerder technisch is, werden unaniem goedgekeurd. Niettemin trekken er toch enkele onze aandacht.

Ik begin met onze opmerkingen inzake artikel 15 over het Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten (FCUD). Wij hebben reeds in commissie duidelijk ons ongenoegen erover geuit dat de verdeling van de kredieten over de beide landsgedeelten zeer onevenwichtig blijft, hoewel er voor dit jaar enige verbetering aan Nederlandstalige kant merkbaar is. Verder zijn wij principieel de mening toegedaan dat het Fonds naar de gemeenschappen moet worden overgeheveld. Het gaat hier immers om een gemeenschapsmaterie. Overigens, de gemeenschappen organiseren reeds gedeeltelijk de kinderopvang. Waarom kan deze bevoegdheid niet volledig aan de gemeenschappen worden toevertrouwd ?

Mevrouw de minister, u hebt opgeworpen dat de gemeenschappen daartoe geen geld beschikbaar hebben. Ik herinner u eraan dat de gemeenschappen in andere dossiers, lang nadat bepaalde bevoegdheden van het federaal niveau naar de gemeenschappen en de gewesten waren overgeheveld, de bijhorende financiële middelen en soms de eigendommen ontvingen. U kunt dit dus zeker niet als tegenargument gebruiken.

Dit fonds werd vroeger enkel gestijfd door de bijdrage van de werkgevers. Het probleem was dat noch de federale, regionale en lokale overheden, noch de zelfstandigen een vast bedrag afstonden aan het Fonds. U beweert dat er een akkoord is waardoor de federale overheid eveneens een duit in het zakje doet voor het stijven van dit fonds. Maar is er ook een akkoord op regionaal en lokaal vlak ? Immers, de gemeenschappen hebben het daar moeilijk mee, omdat zij eveneens van oordeel zijn dat

het om een gemeenschapsbevoegdheid gaat. Is het dus niet beter met de gemeenschappen aan tafel te gaan zitten om te beraadslagen over een manier om dit fonds naar de gemeenschappen over te hevelen? Dat zou een goede zaak zijn. Het zou overigens een rationalisering betekenen. Ik heb u niet meer te schetsen welke problemen een bevoegdheidsverdeling over verschillende beleidsniveaus met zich brengt. Vandaar dat de VLD-fractie de amendementen van mevrouw Van de Castele om het Fonds naar de Gemeenschappen over te hevelen, zal goedkeuren.

Ik kom nu tot mijn bedenkingen bij artikel 97 over de omzetting in Belgische wetgeving van de Europese richtlijn nummer 89/105 die de vaststellingstermijn van de prijs en de erkenning van een farmaceutische specialiteit op 180 dagen brengt, waarop collega Bacquelaire reeds is ingegaan. Thans is er een periode van 450 dagen nodig vooraleer een medicijn wordt erkend en terugbetaald. Dat zou veel vlugger moeten kunnen gebeuren, maar onze diensten blijven in gebreke. Mevrouw de minister, ik vraag mij af of dit artikel veel aan de situatie zal veranderen. Immers, er is in geen sanctie voorzien. Mevrouw de minister, u kunt ongetwijfeld moeilijk antwoorden op de vraag wie u desgevallend zal straffen. Ik twijfel er sterk aan dat men met de bestaande bevoegde diensten de periode van 180 dagen zal kunnen respecteren.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Mevrouw **De Galan**, minister van Sociale Zaken: Mijnheer Valkeniers, het is de eerste maal dat deze bepaling, dus de omzetting van de richtlijn, in de wet is opgenomen. U weet zo goed als ik dat, als de termijnen voor de vaccinaties tegen hepatitis B zouden worden verstrengd, de bedrijven bij de rechtbank klacht zullen indienen. Ze doen het wel voor de dubbele etikettering voor een product!

Bovendien zijn wij, in afwachting van de officiële goedkeuring in het parlement van de programmawet en de begroting, niet inactief gebleven. De departementen van Ambtenarenzaken en Begroting hebben al een uitbreiding van het kader voor de Technische Raad toegestaan. Die bijkomende mensen zullen in het begin van het jaar actief in het RIZIV aan de slag kunnen.

Wij gaan ook de zitpenningen herzien. U weet ook dat al die wetenschappers en deskundigen, die in allerlei comités zetelen, nooit op tijd kunnen komen

omdat de agenda nooit is afgewerkt. Daarmee moet in de toekomst komaf worden gemaakt. Dankzij die nieuwe voorwaarden moet dit slagen.

De heer Jef Valkeniers (VLD) : U zegt dat de zitpenningen zullen worden herzien. Vandaag zijn die zitpenningen belachelijk laag, althans voor wetenschappers van dat niveau.

Ik kom thans tot de rechtbanken. Mevrouw de minister, ik heb persoonlijk een zaak die reeds 15 jaar bij de rechtbank aanhangig is. In oktober 1997 heeft men mij laten weten dat, wegens gebrek aan personeel, het tot mei 1998 zou duren vooraleer men een datum kon bepalen wanneer de zaak zou voorkomen. Wij zijn nu in december en ik heb nog steeds geen mededeling gekregen.

Minister De Galan : Mijnheer de voorzitter, in sommige debatten gaat men toch heel vlug. Was dit in kort geding niet zo beslist geweest, dan beschikten de gemeenschappen al over hun vaccins en konden de vaccinaties nog dit schooljaar plaatsvinden. Wij hebben daarover gisteren in de commissie gedebatteerd.

De heer Jef Valkeniers (VLD) : Mevrouw de minister, u hebt zelf gezegd dat er geen schot komt in de zaak van de vaccins, omdat er geen definitieve uitspraak is.

Minister De Galan : Mijnheer Valkeniers, er is wel een uitspraak geweest. De termijn moest met vier maanden worden verlengd zodat de tweede firma de tijd had zich in orde te stellen inzake de etikettering. De rechtbank heeft wel beslist dat wij niets mochten ondernemen vóór 30 april 1999.

De heer Jef Valkeniers (VLD) : Maar wat moet er dan gebeuren? Er moeten toch vaccins worden toegediend tegen hepatitis B.

De voorzitter : Mijnheer Valkeniers, dit punt werd gisteren uitvoerig in de commissie besproken.

De heer Jef Valkeniers (VLD) : Akkoord, maar mevrouw de minister antwoordt naast de kwestie. Er moeten vaccinaties gebeuren. Wij stellen vast, mevrouw de minister, dat een firma u voor de rechtbank daagt omdat volgens haar de toewijzing niet reglementair is gebeurd. Het duurt een hele tijd vooraleer er een uitspraak komt. Voor mij is het belangrijkste dat de vaccins worden toegediend.

U zegt zelf dat de rechtbank u verbiedt nu iets te ondernemen. Dit betekent ook dat de rechtbank niet snel genoeg werkt. Mocht dit wel het geval zijn, dan was er reeds een uitspraak ten gronde geweest.

De voorzitter : Mijnheer Valkeniers, ik herhaal dat het debat over dit belangrijk punt gisteren in de commissie werd gevoerd. Ik stel voor dat u uw uiteenzetting over het wetsontwerp vervolgt.

De heer Jef Valkeniers (VLD) : Mijnheer de voorzitter, ik zal dit doen, maar een burger van dit land heeft het vandaag toch moeilijk om recht te doen geschieden.

Het amendement nr. 75 van collega Bacquelaire strekt ertoe artikel 97 te schrappen. De heer Bacquelaire voert terecht aan dat er gevaar bestaat voor een discriminatie tussen de zelfstandige verpleegkundigen en de diensten voor de thuisverzorging. U plant een rondetafelconferentie om de plooiën glad te strijken. We zijn nieuwsgierig wat daar uit de bus zal komen. Wij maken een heel sterk voorbehoud. We zullen zeker niet akkoord gaan met een discriminatie van de zelfstandige verpleegkundigen.

In artikel 99 wordt gestipuleerd dat de preventoria worden omgezet in medisch-pediatische centra. Ik vraag mij af waarom daaromtrent wetgeving tot stand moet komen. Mevrouw de minister, u zegt dat dienaangaande akkoorden zullen worden gesloten. Welnu, mijns inziens zijn we bezig met overreglementering. Toen ik in 1971 burgemeester werd, zei een Nederlands inwoner van mijn gemeente mij dat hij hier zo gelukkig was en nooit nog zou terugkeren naar Nederland. De reden daarvan was dat alles in Nederland overgereguleerd is. Rekening houdend met hetgeen gebeurt op nationaal, regionaal en gemeenschapsniveau, zijn wij aardig op weg de Nederlanders de loef af te steken.

De voorzitter van deze vergadering en zijn collega Vermassen hebben een amendement nr. 109 ingediend op artikel 105bis. Daarmee leveren zij een schoolvoorbeeld van een moeilijke tekst. Mijnheer Vermassen, waarom hebt u geen eenvoudige tekst opgesteld die iedereen begrijpt? Er zijn zoveel klachten over dokters die geen begrijpelijke uitleg geven aan hun patiënten. Als politici hebben wij de plicht een verstaanbare taal te hanteren als wij een amendement op een wetsontwerp indienen. Hoewel vertrouwd met deze materie, heb ik de tekst van dit amendement driemaal moeten lezen om uiteindelijk te beseffen waarover het ging. Mijnheer Lenssens, mijnheer Vermassen, ik ben mij ervan bewust dat de zaak zeer moeilijk lag voor u. Men was verplicht een *modus vivendi* te vinden. Uiteindelijk komt de tekst enkel neer op

hetgeen zich reeds vandaag voordoet. 85% van de artsen is geconventioneerd. Elk geconventioneerd arts in een ziekenhuis moet een akkoord sluiten met de directie. Dat contract stipuleert dat men geen supplementen mag vragen, zelfs niet in een tweepersoonskamer. Men mag enkel een supplement vragen, ten belope van het dubbele van het officiële honorarium, in een eenpersoonskamer. Met andere woorden, het enige dat gaat veranderen is dat enkele artsen in bepaalde ziekenhuizen in de grootsteden - die soms belachelijk hoge tarieven vragen - zich niet zullen willen conventiëren.

U bent allen voorstander van een centraal medisch dossier bij de huisarts. Als gewezen huisarts ben ook ik daarvan voorstander. Mijnheer Vermassen, als men naar zijn huisarts gaat - en het is een goede huisarts waarmee men een goede verstandhouding heeft - zal men geen belachelijk hoge honoraria betalen. Als huisarts heb ik een aantal keren zelf een chirurg opgebeld om hem duidelijk te maken dat mijn patiënt zulk honorarium niet betaalde omdat het belachelijk hoog was. Ik stelde hem voor de keuze: ofwel vasthouden aan dat honorarium, waarbij hij mijn patiënt eventueel voor de rechtbank zou moeten dagen om betaling te verkrijgen, ofwel zou ik hem geen patiënten meer sturen. Mijnheer Vermassen, ik verzeker u dat dat laatste argument veel doorslaggevend was dan eender welke rechtszaak.

Zoals u weet, is er wetgeving in de maak om ervoor te zorgen dat men er alle voordeel bij heeft eerst naar de huisarts te gaan. Een goede huisarts beschermt zijn patiënten tegen misbruiken van de specialisten. Daarvoor was geen wetgeving nodig.

Wanneer u zegt dat bepaalde mensen zo'n belachelijk hoge honoraria betalen, kan ik daaraan toevoegen dat sommigen, uit zuiver snobisme, te koop lopen met die honoraria. Dat heb ik ook meegemaakt.

Mevrouw de minister, u zal nu in de mogelijkheid zijn om met de syndicaten tot een conventie te komen. Eén punt ontbreekt echter, want als ik mij niet vergis zou het artikel 139bis worden afgeschaft. Wanneer zal dat gebeuren? U weet dat ik tegen dat artikel altijd tekeer ben gegaan, omdat het alle vormen van misbruik toelaat. U moet eerlijk zijn. Als u de misbruiken bij de artsen wil wegsnijden, sta ik achter u, dat weet u, maar dan moet u ook de misbruiken bij de ziekenhuisdirecties durven aanpakken, en die zijn ook legio. Is het normaal dat een directeur met een Lexus rijdt op kosten van het

ziekenhuis? Ik zal er geen naam bij noemen, hoewel ik daar niet bang voor ben. Dergelijke uitgaven zijn niet begrepen in de ligdagprijs, maar worden verhaald op de honoraria van de geneesheren. Ik meen dus dat u mij een antwoord verschuldigd bent. Wat gaat er gebeuren met artikel 139bis?

Minister De Galan: Mijnheer de voorzitter, ik vermoed dat de heer Valkeniers ook beter de commissie voor de Volksgezondheid zou bijwonen.

Zoals ik in de commissie herhaaldelijk heb gezegd, was er omtrent het artikel 139bis een engagement van de eerste minister, minister Colla en mijzelf, na de behandeling van de zaken die tot de *pax medica* hebben geleid en na de klachten van alle betrokken actoren te hebben gehoord. Er is reeds een voorlopig advies van het paritair comité voor de volksgezondheid, dat onder het voorzitterschap van de heer Van Daele vergadert. Wij bestuderen dit advies, maar ondertussen werken wij met elke partner voort. Wij moeten ook niet alles menen. Zoals u weet, bestaat bij de *medico-mut* reeds een akkoord over het medisch dossier. Aan de andere punten wordt gewerkt. Het artikel 139bis maakt deel uit van de besprekingen bij Volksgezondheid.

Ik ben het met u eens dat de misbruiken van alle zijden moeten worden weggewerkt.

De heer Jef Valkeniers (VLD): Mevrouw de minister, ik kom tot artikel 123, *quinquies*, waarop een amendement van de heer Lenssens - thans voorzitter - is ingediend. Ik ben het volkomen met u eens, mijnheer Lenssens, dat er geen diefstal van leden mag gebeuren van het ene ziekenfonds ten nadele van het andere door het geven van premies. Ik dacht dat zoiets onmogelijk was bij de ziekenfondsen, vermits ze zich voordoen als de verdediger van de leden-patiënten en bovendien het statuut van vereniging zonder winstoogmerk hebben, waarin dergelijke praktijken nooit kunnen worden gehuldigd.

Ik stel vast dat alleen de heer Lenssens het amendement heeft ondertekend, hoewel hij voor het vorige amendement de steun kreeg van zijn collega van de andere meerderheidspartij, de heer Vermassen. Ik weet niet of ik er iets moet achter zoeken, mijnheer Vermassen, maar ik weet dat de christelijke en de socialistische ziekenfondsen het in het verleden al meer dan eens aan de stok hebben gehad, onder meer omdat aan de socialistische ziekenfondsen werd verweten dat ze allerhande praktijken toepasten, zoals het te

gemakkelijk toestaan van verlof wegens ziekte. Dat is geen premie aan het publiek, maar wel meer een premie voor de patiënt. Zoiets zou ook niet mogen. Nu wordt tussen de ziekenfondsen aan opbod gedaan over het terugbetalen van de niet-conventionele, zogenaamde geneeskundige prestaties. De dokters zijn terecht verontwaardigd omdat, naar verluidt, er geen geld is voor dure geneesmiddelen, voor een herwaardering van de intellectuele *act*, maar wel voor vormen van verzorging die nog zeer sterk ter discussie staan, zelfs in het Europees Parlement.

Daar is men immers van oordeel dat er een ernstige wetenschappelijke studie moet komen voor men deze praktijken burgerrecht geeft. Ook in ons parlement staan deze praktijken ter discussie. Straks zullen we in de commissie het debat hierover voortzetten. Het getuigt dan ook van platvloersheid dat de ziekenfondsen momenteel op dat vlak tegen elkaar opbieden.

Mevrouw de minister, gisteren hoorde ik op de televisie een vijfendertigjarige dame met vier kinderen getuigen dat zij borstkanker had en vol metastasen zat. Toen haar huisarts haar meedeelde dat zij kanker had, geopereerd moest worden en chemotherapie en bestraling moest krijgen, weigerde zij dat. Zij liet zich verzorgen bij een spiritueel heler in Nederland. Zij is daar twee jaar geweest. Ondanks de verschrikkelijke pijn bleef ze geloven in de spirituele heler. Teneinde raad en omwille van de pijn moest ze toch naar het ziekenhuis. Nu krijgt ze chemotherapie. Met andere woorden, de heler was een charlatan. Ook nu nog gaat deze dame naar allerhande alternatieve genezers. Men geeft haar allerlei vitaminen en mineralen die haar sterken en ervoor zullen zorgen dat ze de ziekte overwint. Ze geeft zelf toe dat ze bedrogen werd in Nederland. Toch blijft ze ook nu nog alternatieve genezers raadplegen. Als ze zich van bij het begin had laten opereren en chemotherapie had gevolgd, dan was de kans zeer groot dat zij vandaag gered was. Ik ken talrijke dames die een borstamputatie hebben ondergaan en die nu, twintig jaar later, nog in leven zijn. Wij geven deze vormen van geneeskunde dus onterecht burgerrecht. De media steunen ons op dit vlak niet. Gisteren bijvoorbeeld was het besluit, geformuleerd door de voorzitter van de Anti-kankerliga, dat de alternatieve geneeskunde en de klassieke hand in hand zouden moeten gaan.

Mijnheer Lenssens, ik stel vast dat artikel 123 *quinquies* werd ingelast en dat het wettelijk niet meer mogelijk is om premies uit te loven om te

veranderen van ziekenfonds. Mevrouw de minister heeft gelijk, ook op dat vlak moeten de misbruiken worden uitgeroeid.

Vervolgens kom ik bij artikel 153 waarin een netwerk van zorgvoorzieningen wordt uitgebouwd. Mevrouw de minister, de zorgvoorzieningen kwamen eigenlijk bij uw collega terecht. De geestelijke gezondheid was het eerste voorbeeld. Toen er centra voor geestelijke gezondheid werden opgericht, zoals dat in Asse gebeurde, was de voorwaarde dat er samenwerking met het ziekenhuis moest zijn. Ons ziekenhuis kon geen centrum oprichten omdat er volgens de wet geen binding mocht zijn met een bestaand ziekenhuis. Men veronderstelde immers dat men anders patiënten uit het centrum het ziekenhuis zou binnenloodsen. Wij hebben het akkoord ondertekend en ik heb vastgesteld dat in tien jaar slechts één patiënt naar ons werd verwezen. Met andere woorden, wat zijn die akkoorden en zorgcircuits waard als er geen controle is om na te gaan of er daadwerkelijk samenwerking bestaat? Dat heeft geen zin. Ook hier hebben we te maken met overregulering.

U slaagt er niet eens in controle uit te oefenen op de goede werking van de huidige bepalingen, maar toch worden er bepalingen aan toegevoegd. De wet bepaalt dat moet worden samengewerkt, maar dat gebeurt niet. Thans wordt beslist in een zorgvoorziening, een zorgcircuit te voorzien. De reeds bij wet verplichte samenwerking wordt dus nog verruimd. Ware het echter niet aangewezen eerst na te gaan of de huidige wettelijke bepalingen worden nageleefd? Immers, wat garandeert u dat alle wettelijke toevoegingen zullen functioneren?

U weet wellicht, mevrouw de minister, dat dokters tegenwoordig wantrouwig moeten zijn. Hoewel ik geen praktijk meer heb, verdedig ik nog steeds de belangen van de dokters. In de loop van de vijftienvintig jaar dat ik lid ben van het parlement, mijnheer Vermassen, had ik ruim de kans te merken hoe vaak wij werden bedrogen door de politiek, in de zin dat beloftes niet werden nagekomen en zelfs verkracht. Daarom werden dokters terecht principieel wantrouwig.

Ik heb een belangrijke vraag. Is het de bedoeling, zoals reeds door bepaalde ziekenfondsen werd naar voren gebracht, om via artikel 153 ook de "connexisten" - de specialisten die ten huize of in hun kabinet praktijk houden, maar nooit of uitzonderlijke in een ziekenhuis - te verplichten hun praktijk niet langer uit te oefenen en zich in te lijveren bij de ziekenhuizen? De inhoud

van artikel 153 lijkt zeer onschuldig, maar ik vraag u zeer duidelijk of het al dan niet de bedoeling is via dat artikel de "connexisten" als het ware te nekken?

Via artikel 157 wil men bepalen welke handelingen al dan niet in een ziekenhuis moeten plaatsvinden. Mevrouw de minister, laat ons toch een beetje vrijheid in dit land. Uw collega, minister Colla, is op dat vlak de grote specialist. In geneeskundige middens gaat hij nog steeds door voor keizer Koster. Moet alles werkelijk worden gereguleerd en gereguleerd? Kan een geneesheer niet wat vrijheid behouden? U weet toch dat dokters een hekel hebben aan reglementeringen, omdat zij principieel individualisten zijn. Thans worden zij echter een keurslijf omgedaan! Wij zitten bijna in de catechismus: dat mag en dat mag niet. Is dat wel allemaal nodig?

Dit technische wetsontwerp roept heel vragen op en verbergt veel angels.

De voorzitter: Mevrouw Greta D'Hondt heeft het woord.

Mevrouw Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, deze wetsontwerpen, ook programmawetten genoemd, krijgen in de wandelgangen soms minder eerbiedwaardige namen en vaak worden zij beschouwd als "samenraapwetten".

Toch meen ik zonder overdrijven te mogen zeggen dat met dit wetsontwerp houdende sociale bepalingen, dat door ons op diverse punten werd geamendeerd, een aantal belangrijke sociale verbeteringen en correcties zijn totstandgekomen.

Men mag het voorliggend wetsontwerp niet uitsluitend afdoen als een technische wet. Integendeel, de bevolking moet weten dat de wet een aantal belangrijke sociale verbeteringen en correcties bevat. In mijn betoog wens ik hierop dieper in te gaan.

Wat de kinderbijlagen betreft bevat de wet een nieuwe regeling voor het co-ouderschap. Na amendering van de CVP biedt de regeling betere waarborgen inzake de betaling van de kinderbijlagen in een gezinssituatie die in de huidige samenleving steeds meer voorkomt.

Ook in de gezondheidszorg werden belangrijke maatregelen genomen, onder meer met betrekking tot de indijking van het fenomeen van de illegale hoogtechnologische toestellen in niet-erkende diensten. Het wetsontwerp bepaalt dat deze zorgverstrekking

in de toekomst niet meer zal kunnen worden aangerekend aan het RIZIV en de patiënt. Met deze maatregel zet de regering zowel inzake beleid als inzake beheersing van de uitgaven een belangrijke stap.

De bepalingen met betrekking tot de gezondheidszorg komen eveneens de gebruikers ten goede.

Het recht op het forfait voor hulp aan derden wordt toegekend vanaf de vierde maand van de arbeidsongeschiktheid. Ander punt dat de CVP na aan het hart ligt is de terugbetaling van de kosten voor palliatieve thuiszorg. Mijn fractie verheugt zich eveneens over de twee weken extra prenataal verlof bij de geboorte van meerlingen.

Het voorliggend wetsontwerp bevat eveneens doortastende maatregelen inzake de geneesmiddelen zoals de vereenvoudiging van de prijsvolumecontracten. Pharmanet - enig spoor - en de verkorting van de integrale procedure van erkenning en terugbetaling van geneesmiddelen waardoor ons land de EU-voorschriften zal naleven die een termijn van 180 dagen voorschrijven in de plaats van de op dit ogenblik vigerende termijn van 450 dagen.

Wat de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden betreft werden vorig jaar, na amendering van de CVP, twee belangrijke beslissingen genomen. De eerste had betrekking op de toevoeging van een categorie 4 met een afhankelijkheidsgraad van 17 tot 18 punten waardoor de meest zorgbehoevenden een hogere tegemoetkoming ontvangen. De tweede zorgde ervoor dat de tegemoetkoming van rechthebbers op hulp aan bejaarden die bij hun kinderen of bloedverwanten in de tweede graad gaan inwonen niet langer werd verminderd.

Het voorliggend ontwerp bepaalt dat tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden kan worden toegekend vanaf 7 punten. De CVP hoopt dat de uitvoering van deze nieuwe maatregel niet op zich zal laten wachten.

Mevrouw de minister, wat de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden betreft kan mijns inziens niet voldoende worden beklemtoond dat deze regering dit stelsel, hoewel het een residuair systeem blijft, heeft gemaakt tot een reëel stelsel van tegemoetkoming van hulp aan bejaarden.

Volgens de heer Bacquellaine zal de zorgverzekering er niet komen. Wij moeten de ontwikkeling van de zaken afwachten. Op het federale niveau hebben wij alleszins al het mogelijke gedaan om een sociaal stelsel uit te bouwen.

Het hoofdstuk over de pensioenen is het meest technische deel van het wetsontwerp. Er werden enkele technische wijzigingen aangebracht, die ongetwijfeld positief zijn voor de pensioengerechtigden. Maar aanleiding van de besprekingen hebben wij er bij de minister van Pensioenen nogmaals op aangedrongen om de engagementen van de regering op het vlak van de pensioenhervormingen uit te voeren, met name de selectieve welvaartsaanpassing en de aanpassing van het loonplafond dat dient als berekeningsbasis voor de pensioenen. Op die manier wordt de legitimiteit van de wettelijke pensioenen in de toekomst verzekerd. Het verheugt ons dan ook dat de regering heeft beslist deze twee punten in de begroting 1999 op te nemen.

De CVP-fractie zal dit wetsontwerp goedkeuren. Met dit ontwerp wordt het regeringsprogramma verder uitgevoerd. In de commissie voor de Sociale Aangelegenheden hebben wij, ver van de schijnwerpers, waardevol parlementair werk verricht. Op basis van gefundeerde amendementen, die door de regering werden aanvaard, zijn wij erin geslaagd belangrijke wijzigingen aan te brengen.

De **voorzitter** : Mevrouw Annemie Van de Casteele heeft het woord.

Mevrouw **Annemie Van de Casteele**, voorzitter van de VU-fractie : Mijnheer de voorzitter, dit wetsontwerp is belangrijker dan men op het eerste gezicht zou denken. Ik ben het eens met mevrouw D'Hondt dat dit ontwerp een aantal positieve wijzigingen bevat.

Mevrouw D'Hondt heeft echter eveneens opgemerkt dat met dit ontwerp uitvoering wordt gegeven aan het regeringsprogramma. Wellicht is dit de laatste sociale programmawet van deze legislatuur. De sociale programmawetten van de voorbije vier jaar beantwoordden geenszins aan de in het regeringsprogramma beoogde fundamentele hervormingen van de sociale zekerheid. Ik verwijs in dit verband vooral naar de hervormingen inzake de financieringen op het vlak van de toegankelijkheid van het stelsel van de sociale zekerheid en van de gelijkschakeling van de verschillende categorieën. Wij pleiten voor harmonisering, zeker voor de gezondheidszorg en de kinderbeijlages. De regering heeft hiertoe de nodige stappen niet durven - of niet willen - zetten. Dit wetsontwerp bevat bepalingen in verband met de daghospitaisatie en het terugbetalen

van geneesmiddelen voor zelfstandigen, waardoor de verschillen worden versterkt. Nochtans had de regering beloofd de daghospitaisatie te stimuleren.

In de eerste plaats wil ik een opmerking formuleren in verband met de afhankelijkheidsverzekering. Voor enkele thema's verwijs ik naar het commissieverslag, waarin de belangrijkste discussiepunten aan bod kwamen. De heer Bacquelaine heeft hier opnieuw gezegd te betreuren dat de afhankelijkheidsverzekering niet door deze regering is gerealiseerd. Ik kan een dergelijke reactie vanwege een Franstalig oppositielid in zekere zin begrijpen.

Omdat die afhankelijkheidsverzekering op het federale niveau 20 miljard frank zou kosten, komt zij er gelukkig niet. Maar wij stellen met genoegen vast dat althans in de Vlaamse Gemeenschap dat dossier vooruitgang heeft gekend. U weet dat wij van mening zijn dat de bevoegdheden van de Vlaamse Gemeenschap in de toekomst moeten worden uitgebreid. Het is positief dat men alvast binnen de huidige bevoegdheden stappen zet naar een autonomie- of zorgverzekering.

Dit wetsontwerp bevat een aantal verbeteringen van het systeem van hulp aan derden of aan bejaarden, waartegen wij zeker niet zijn gekant. Op het terrein evenwel blijven er nog heel wat schrijnende situaties. Dat de onrechtvaardige situatie van bejaarden die inwonen bij hun kinderen wordt weggewerkt, kunnen wij alleen maar toejuichen.

Dit wetsontwerp bevat nog een aantal andere positieve punten, zoals bijvoorbeeld een snellere procedure van het bijzonder solidariteitsfonds. Ik vraag nogmaals uw aandacht voor de kritiek die in de commissie werd geleverd dat de beslissingen geen risico's van politisering mogen inhouden.

Inzake de palliatieve zorg worden een aantal kleine stappen gezet en inspanningen gedaan. Op het terrein zelf gebeurt er nog veel te weinig. Degenen die verkiezen om thuis te sterven worden nog altijd zwaar gediscrimineerd ten overstaan van de personen die in een ziekenhuisomgeving sterven. De cijfers die daarover in de media zijn verschenen en de enquêtes die daarover werden uitgevoerd, tonen aan dat mensen uiteindelijk moeten beslissen om naar een ziekenhuis te gaan, terwijl ze wensen thuis te mogen sterven. Ik blijf het onaantvaardbaar vinden dat deze mensen vaak om financiële redenen worden genooddaakt naar het ziekenhuis te gaan.

Met dit wetsontwerp heeft men een aantal inspanningen gedaan om de accreditering en de tariefzekerheid van de patiënten waarmee wij uiteraard akkoord kunnen gaan, veilig te stellen. Inzake de tariefzekerheid wordt evenwel een vaudeville opgevoerd. De artsensyndicaten hebben in mijn ogen opnicuw voor een stuk gelijk gekregen. Daar de artsensyndicaten hadden bedreigd geen akkoord te sluiten indien het parlement niet bereid was op zijn stappen terug te komen, is men moeten terugkrabbelen.

De bijkomende weken moederschapsverlof voor meerlingenzwangerschapen is een positief initiatief, dat mij toch niet helemaal tevreden stemt. Het is een stap, maar wij hadden verder willen gaan. Het geeft al te veel de indruk, zeker omdat er verscheidene wetsvoorstellen waren ingediend, dat men in deze commissie niet bereid is grensoverschrijdend een aantal initiatieven mogelijk te maken en naar oplossingen te zoeken. Wij moeten er inderdaad oog voor hebben dat de mogelijkheden betaalbaar moeten zijn. Ik betreur evenwel dat men niet verder is gegaan.

Bij een aantal meer fundamentele opmerkingen maken wij reserves. Zo heb ik in de commissie reeds gewezen op de organisatie van de thuisverpleging. U hebt geantwoord dat de zelfstandige verpleegkundigen ook in organisaties zullen kunnen werken. Alles zal er natuurlijk van afhangen welke criteria u naar voren zult schuiven om al dan niet diensten voor thuisverpleging te erkennen en te subsidiëren. U hebt ons beloofd de criteria aan de commissie te zullen voorleggen. Ik stel voor over deze materie een debat te voeren. Vooral de schaalgrootte kan hierin een belangrijk element zijn. Het is niet mogelijk dat alleen mastodontorganisaties met het grootste deel van de koek gaan lopen.

Wij weten allen dat dit dossier bespreekbaar werd door de druk die onder andere door het Wit-Gele Kruis werd uitgeoefend op de regering. Men zag daar immers een aantal financieringsbronnen wegvallen en zocht naar andere mogelijkheden. Wij hebben er oog voor dat verpleegkundigen in dergelijke organisaties een zeer zware werkdruk kennen, die te vergelijken valt met de werkdruk van artsen in ziekenhuizen. De heer Valkeniers haalt wat dat betreft stevast het voorbeeld aan van de artsen die worden gestimuleerd om prestaties te verrichten, omdat de algemene kosten door die prestaties moeten worden gedragen. Er moet dus nog wel een grondig debat

komen over organisaties voor thuisverpleging en de meerwaarde die deze aan de patiënt moeten bieden. Dan kan ook het vraagstuk van de bijkomende financiering voor die organisaties worden aangeraakt.

Ik heb in dit verband nog een laatste opmerking. U weet dat de gemeenschappen hiervoor kwaliteitsnormen hebben opgesteld. Ook daarmee moeten wij rekening houden. Ik dring aan op overleg om te vermijden dat het subsidiekanaal door de federale regering wordt gebruikt om invloed uit te oefenen op het beleid van andere regeringen, iets wat wij in andere dossiers reeds zagen gebeuren. Ik wil hierover dus overleg.

Inzake Pharmanet, ga ik de discussie hier niet overdoen. Mevrouw D'Hondt heeft zich hierover verheugd, maar zal toch ook de reacties in de pers hebben gelezen. Daarin is sprake van een *big brother*-mentaliteit, wat geenszins de bedoeling kan zijn. Wij vragen waarborgen voor het privé-leven van de mensen, zeker op het vlak van de gezondheidszorg. Wij hebben geen problemen met het evalueren van het voorschrijfgedrag om daaruit conclusies te kunnen trekken en om het gebruik van geneesmiddelen te rationaliseren. Wij stellen vast dat Pharmanet reeds resultaten heeft opgeleverd. Blijkbaar beschikt de regering echter niet over de middelen om de juiste conclusies te trekken uit de beschikbare gegevens. Men moet ook middelen vrijmaken voor de wetenschappelijke analyse van de gegevens om zo tot de vereiste aanbevelingen te komen.

Een ander punt betreft het Fonds voor collectieve uitrusting en diensten. Ik ben hierover duidelijk geweest in de commissie en heb mijn amendementen dienaangaande opnieuw ingediend. U weet dat ook in het Vlaams Parlement over dat Fonds werd geïnterpeleerd. U hebt verwezen naar overleg dat nog bezig zou zijn met de gemeenschappen over de bijdrage van 0,05% die aan hen wordt gevraagd voor hun ambtenaren. U hebt gevraagd dat de gemeenschappen en de gewesten die bijdrage vanaf 1 januari 1999 zouden betalen. Misschien kunt u ons in uw antwoord duidelijk maken welk resultaat dat overleg heeft opgeleverd. In de commissie heb ik reeds betwijfeld dat de Vlaamse regering bereid zou zijn om bijkomende middelen in het Fonds te storten, zolang er geen garanties zijn voor een evenwichtige verdeling van de middelen van het Fonds. Daarom heb ik mijn amendementen opnieuw ingediend. Ten gronde bedoel ik daarmee dat voornoemd Fonds grondwettelijk een bevoegdheidsverdring is. Ik wil niet

dat het Fonds wordt afgeschaft zonder opvolger, maar wel dat de gemeenschappen die taak kunnen uitoefenen. Best zou zijn dat de werkgevers met de gemeenschappen op regionaal of gemeenschapsniveau akkoorden sluiten om een even grote bijdrage te leveren voor de financiering op dat niveau. In tweede orde vinden wij de uitbreiding er te veel aan. De Raad van State treedt ons daarin bij en is van oordeel dat daardoor al te flagrant duidelijk wordt dat, waar men in het andere geval het element sociale zekerheid nog kan gebruiken als een voordeel in natura, dit voor de uitbreiding naar andere categorieën niet het geval is. Wij vragen dus dit te schrappen.

Als uiteindelijk het Fonds niet wordt geschrapt, vragen wij dat de middelen van het fonds op een objectieve manier worden verdeeld. Ik weet dat er in dit land geen objectieve criteria bestaan. Zoals in het onderwijs zullen dus ellenlange discussies worden gevoerd over wat nu precies een objectief criterium is. Volgens mij is het aantal kinderen in een bepaalde leeftijdscategorie nochtans een duidelijk en verifieerbaar criterium. Het lijkt mij dan ook logisch de middelen van het fonds op basis van het aantal kinderen te verdelen over de gemeenschappen. Op die manier kunnen de gemeenschappen zelf een beleid voeren.

Vlaanderen krijgt op dit moment veel te weinig. De minister heeft aangekondigd dat een rechtstrekkung zal worden doorgevoerd. Mevrouw de minister, u heeft dit echter ook reeds in een aantal andere dossiers aangekondigd. Ik verwijs terzake naar het rapport van de heer Jadot waarover we het gisteren nog hadden. Wij hebben op dit vlak eigenlijk geen vertrouwen meer in wat wordt verkondigd. Ons amendement terzake wordt trouwens gesteund door de Bond van Grote en Jonge Gezinnen. Ook de Bond is van mening dat Vlaanderen deze middelen goed kan gebruiken. Ik wil erop wijzen dat men bijvoorbeeld de tarieven in de buitenschoolse opvang heeft moeten verhogen zodat het financieel allemaal zwaar om dragen wordt.

Ik heb daarover toevallig vanmorgen een gesprek gehad met mijn eigen medewerkster die haar baby vanmorgen voor het eerst naar de opvang had gebracht.

Mijnheer de minister, wat het geneesmiddelenbeleid betreft, zal ik de discussie die in de commissie werd gevoerd niet overdoen. Ik zal ook niet herhalen wat collega Bacquelaire heeft gezegd. Net als hij moet ik vaststellen dat het geneesmiddelenbeleid op dit

moment faalt. De druk die bepaalde belangengroepen uitoefenen op de minister om geneesmiddelen die bij ons niet verkrijgbaar zijn of niet worden terugbetaald wel te laten terugbetalen, is volgens mij een duidelijk signaal dat er iets fout loopt.

Een ander signaal wordt gegeven op het vlak van de termijnen voor erkenning van geneesmiddelen. De Europese richtlijn schrijft een termijn van 180 dagen voor terwijl wij in België nog steeds een gemiddelde van 450 dagen nodig hebben voor de erkenning. In deze sociale programma-wet worden weliswaar een aantal wijzigingen voorgesteld maar volgens mij zullen zij niet volstaan. Trouwens, in de commissie werd een aantal amendementen goedgekeurd die eigenlijk in de tegenovergestelde richting gaan. Ik begrijp bijvoorbeeld dat men schriftelijke verslagen wil maar ik vrees dat dit de termijnen opnieuw zal verlengen. Dit kan toch niet de bedoeling zijn.

De farmaceutische industrie heeft een aantal voorstellen gedaan. Ik weet dat dit een zeer technisch dossier is maar zij die zich de moeite hebben getroost om naar de betrokken sector te luisteren, zullen begrijpen dat de industrie een aantal heel redelijke voorstellen heeft gedaan om de procedures te verbeteren. Uiteindelijk betaalt de industrie een deel van de kosten van de procedures. Zij stellen onder meer voor de administratie te versterken, een bureau aan te duiden om een aantal voorbereidende taken op zich te nemen, zodat de commissies hun werk op een optimale manier kunnen doen.

Volgens mij kan de periodieke herziening van terugbetalingsdossiers een stap in de goede richting zijn. Op basis van reële cijfers zal men inderdaad een beslissing kunnen nemen waarbij rekening wordt gehouden met het bestaande volume. Mevrouw de minister, door het feit dat men de erkenning om de vijf jaar kan herzien, evolueert men eigenlijk naar een soort prijs-volumeovereenkomst. Volgens mij kan een dergelijke maatregel volstaan en om die reden moet men het huidige systeem van prijs-volumecontracten strikt beperken tot nieuwe, innovatieve moleculen. Zo niet zal men mijns inziens evolueren naar een vorm van enveloppefinanciering per farmaceutisch bedrijf. Ik meen dat een ernstig beleid, waarbij geneesmiddelen betaalbaar blijven, op dat ogenblik hopeloos wordt. Op dat vlak hebben wij eveneens een aantal amendementen ingediend om de bestaande procedures te verbeteren.

Een volgend punt van mijn betoog handelt over de schrapping van de gewaarborgde kinderbijslag omdat de betrokkene verplicht het bestaansminimum moet aanvragen. In dit ontwerp krijgt de Koning gelukkig de mogelijkheid om daar voor bepaalde categorieën van af te wijken. Op het terrein zien wij inderdaad schrijnende voorbeelden van alleenstaande moeders met kinderen die een bestaansminimum ontvangen. Worden de kinderen meerderjarig, dan worden ze verplicht het bestaansminimum, waarop zij van dan af recht hebben, aan te vragen, zelfs als dat systeem nadeliger is dan het stelsel waarbij zijzelf een verhoogde kinderbijslag en de moeder een hoger bestaansminimum genieten.

Mevrouw de minister, ik vraag mij af of de in onderhavige sociale programma-wet voorgestelde oplossing wel ideaal is. Vergeten wij niet dat het stelsel van het bestaansminimum het residuair stelsel is. Met andere woorden, wettelijk is men verplicht eerst alle andere sociale rechten uit te putten vooraleer een beroep te doen op het bestaansminimum.

Volgens het verslag - ik heb niet kunnen deelnemen aan de discussie over dat punt - heeft men er in de commissie op aangestuurd om het bestaansminimum met de kinderbijslag cumuleerbaar te maken. Mijns inziens is dat een stap te ver, des te meer daar wij moeten vaststellen dat sommige studenten misbruik maken van het bestaansminimum. Ik begrijp dat er altijd slachtoffers zijn van een algemene regeling. Maar het kan toch niet dat men die studenten niet alleen het bestaansminimum maar daarbovenop ook kinderbijslag toekent. Op die manier roepen wij een nieuwe vorm van discriminatie in het leven.

Ik ben de mening toegedaan dat kansarmen evenveel mogelijkheden moeten hebben om te studeren. Het is echter het stelsel van de studietoelagen dat moet verzekeren dat alle lagen van de bevolking toegang tot het onderwijs hebben.

Is het bijgevolg niet beter dat wij een regeling uitwerken die precies het omgekeerde bewerkstelligt? In die redenering handhaven wij het systeem van de gewaarborgde kinderbijslag voor de studenten die recht hebben op een bestaansminimum, maar eigenlijk nog afhankelijk zijn, en verplichten wij hen niet tot het opnemen van het bestaansminimum. Dat is in de meeste gevallen voordeliger. Als men de gewaarborgde kinderbijslag garandeert voor studenten tot maximum 25 jaar, zoals dat het geval is voor de gewone kinderbijslag, dan moet die regeling

ook gelden voor degenen die thans verplicht zijn om op het bestaansminimum terug te vallen. De vraag is dus of wij niet beter de wet op het bestaansminimum aanpassen, zodanig dat studenten de gewaarborgde kinderbijslag blijven genieten in plaats van het bestaansminimum. Ik pleit ervoor dat men dit denkspoor onderzoekt. Het is wellicht te laat om onderhavige wettekst met amendementen dienaangaande te wijzigen, omdat de meerderheid daarover geen overleg meer kan plegen om tot een akkoord te komen. Maar wij kunnen misschien later een wetsvoorstel indienen dat mijn suggestie uitwerkt.

De commissie besprak eveneens de activering van het bestaansminimum, een bevoegdheid van staatssecretaris Peeters. Dankzij onze gedachtewisselingen naar aanleiding van de opmerking van de Vereniging van Steden en Gemeenten dat bepaalde personen uit de boot dreigen te vallen, heeft de staatssecretaris een amendement ingediend dat tot doel heeft de Koning de mogelijkheid te geven om het bestaansminimum te activeren voor bevolkingscategorieën die anders in de kou blijven staan. De staatssecretaris heeft ons gerustgesteld dat ook erkende politieke vluchtelingen en staatslozen in aanmerking komen voor een bestaansminimum.

Er is blijkbaar wel een probleem voor mensen met het B-statut en voor bepaalde gevallen van gezinshereniging. De minister heeft zich ertoe verbonden na te gaan of het nodig is voor die categorieën maatregelen te nemen. Wij zullen te gepaste tijde aan de minister vragen wat de studie daarover heeft opgeleverd en of hij terzake initiatieven zal nemen.

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, met deze uiteenzetting heb ik in grote lijnen de voor ons belangrijkste punten in dit ontwerp naar voren gebracht.

Ik wens nog een opmerking te formuleren in verband met de extramurale activiteiten van de ziekenhuizen. U weet dat dit een punt is waarop wij nauwlettend toezien omdat wij ervan uitgaan dat de ziekenhuizen in ons systeem van gezondheidszorg niet altijd het beste voorbeeld zijn geweest van het meest rationele kwalitatieve en budgettaire beleid. Onze zorg is dat, als er extramurale samenwerking komt met onder andere de eerstelijnszorg, de ziekenhuizen daarin de zwaarste factor zullen zijn. We zullen er dus moeten op toezien dat, als er wordt

samengewerkt, alle partners op gelijke voet kunnen samenwerken en dat de vrije keuze van de patiënt terzake niet met voeten wordt getreden.

De voorzitter: De heer Ghislain Vermassen heeft het woord.

De heer Ghislain Vermassen (SP): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, het voorliggend ontwerp is, zoals reeds werd gezegd, inderdaad vrij technisch maar dit betekent niet dat we er denigrerend moeten over spreken of dat het onbelangrijk zou zijn voor de sector en voor de mensen in het algemeen. Integendeel, dit wetsontwerp bevat een aantal heel belangrijke maatregelen met een positieve impact op de burgers. De vorige sprekers hebben er reeds de aandacht op gevestigd.

Voor de kinderbijslagen wordt het duidelijk aan wie de kinderbijslag zal worden uitgekeerd. Deze duidelijkheid bestaat op dit ogenblik niet. Het kind kan bij de vader of bij de moeder verblijven, maar tot nu toe was er steeds betwisting over de persoon die de kinderbijslag zou ontvangen, wat tot ellenlange discussies voor de rechtbank kon leiden. Dit ontwerp brengt hierin duidelijkheid en dat is een positief punt.

Dit ontwerp bevat ook maatregelen waardoor de hulp aan bejaarden en gehandicapten wordt verbeterd. Dit is weliswaar een materie voor staatssecretaris Peeters, maar het mag hier toch worden gezegd dat er ook een belangrijke verbetering is inzake de uitkering aan gehandicapten. Immers, die uitkering dreigt te verminderen wanneer er een combinatie is van werk en werkloosheids- of sociale uitkering. In dat geval wordt de tegemoetkoming voor gehandicapten onmiddellijk met de werkloosheidsuitkering vermindert. Ook voor dit probleem werd dus een oplossing gevonden wat de situatie voor die categorie van mensen toch verbetert.

Er is ook de versterking van de financiering van het Fonds voor collectieve uitrusting en diensten. Ik vind dit een goede zaak. Daar verschil ik echter van mening met de mevrouw Van de Castele en de heer Valkeniers.

De heer Jef Valkeniers (VLD): Wij hebben daar niets tegen maar wij zijn er wel tegen dat het een federale materie moet blijven.

De heer Ghislain Vermassen (SP): Ik ben daar niet tegen. Ik vind dat de buitenschoolse kinderopvang, zoals die nu wordt gefinancierd, goed en op een complementaire wijze wordt gefinancierd. Enerzijds is er de financiering

door de gemeenschappen en anderzijds door de federale overheid. Dat systeem wordt nu versterkt en dat is een verbetering.

De heer **Jef Valkeniers** (VLD): Collega Vermassen, u zult toch moeten toegeven dat het niet normaal is dat een deel tot de bevoegdheden van het federale niveau en een deel tot het gemeenschapsniveau behoort.

Het is toch veel gezonder dat de verschillende bevoegdheden duidelijk worden afgebakend. Al degenen die reeds deel hebben uitgemaakt van de Vlaamse regering, zowel leden van de SP, de CVP als anderen, zoals Agalev, zeggen dat de spreiding van de bevoegdheden over die verschillende niveaus niet gezond is en dat moet worden gestreefd naar een zo groot mogelijke uniformisering van de verschillende bevoegdheden.

De heer **Ghislain Vermassen** (SP): Mijnheer Valkeniers, ik weet niet of dat hier het onderwerp van de discussie moet zijn. Ik stel alleen vast dat, zoals de situatie zich momenteel aandient, de financiering van de buitenschoolse kinderopvang wordt verbeterd. Ik maak voorlopig abstractie van de discussie omtrent het feit of dit al dan niet een volledige gemeenschapsbevoegdheid moet zijn. Wat dat betreft ben ik pragmatisch ingesteld.

Mevrouw de minister, ik betreur het - en heb dat ook in de commissie gezegd - dat geen aanvang werd gemaakt met de creatie van een sociaal statuut voor de podiumkunstenaar. Aanvankelijk was er een aanzet tot ontwerp van programma-wet. Hoewel slechts een kader werd geschapen, gaf het de mogelijkheid dit verder uit te bouwen. Het werd evenwel niet in aanmerking genomen, wellicht om evidente en verdedigbare redenen. Dat zal allicht betekenen dat de regeling van het sociale statuut voor de podiumkunstenaar naar de Griekse kalender wordt verwezen. Mijnheer Anthuenis, u bent er getuige van dat binnen de subcommissie voor de Sociale Zekerheid die zich over deze problematiek ernstig heeft gebogen, een consensus was gegroeid over alle politieke partijen heen, zelfs over de taalgrens heen, om terzake naar een oplossing te streven. Mevrouw de minister, ik hoop dat we er alsnog zullen in slagen deze materie te regelen. Hoewel het niet om een omvangrijke groep gaat, is de nood aan een sociaal statuut bij de podiumkunstenaren groot. Deze problematiek mag dus niet uit de aandacht verdwijnen. Zo mogelijk nog in deze legislatuur moet een regeling in zake worden uitgewerkt.

Ik kom nu tot de maatregelen in de farmaceutische sector. Deze sector gaf te kennen dat de erkenning van nieuwe geneesmiddelen eindeloos lang kan duren. Onder meer aan de hand van documentatie die de sector mij ter beschikking stelde, heb ik kunnen vaststellen dat inderdaad een lange weg dient te worden afgelegd vooraleer men tot erkenning van een geneesmiddel komt. Het is een ingewikkelde, technische en langdurige procedure. Zij zal wellicht historisch haar betekenis hebben gehad, maar het is een stap in de goede richting dat de procedure wordt ingekort en verbeterd. Laten we er naar streven aan de Europese norm terzake te voldoen, zodat binnen de 180 dagen nieuwe geneesmiddelen kunnen worden erkend.

Er wordt in een belangrijke structurele maatregel voorzien die de uitgaven en de budgettaire ontsparingen aan banden moeten leggen. Met Pharmanet zal alle informatie op één spoor zitten. We zullen de mogelijkheid hebben een duidelijk beeld te krijgen van het profiel van de patiënten en dat aan te wenden op beleidsmatig vlak. Het zal ons ook in staat stellen de overmatige voorschrijvers te detecteren. Dat is mijns inziens de ware reden waarom bepaalde kringen kritiek leveren en niet het feit dat de privacy wordt geschonden. De grote voorschrijvers voelen zich immers bedreigd. Naar mijn mening is het hoe dan ook een goede maatregel. Via eigen controle moet het de overmatige voorschrijvers tot betere gedachten brengen.

De prijs-volumecontracten liggen in dezelfde lijn. Dit is een goed initiatief, waarvoor wij al lang vragende partij zijn, zij het dat het technisch misschien nog enigszins moet worden uitgeklaard.

Wij moeten de sector natuurlijk niet alle schuld geven. Ik denk dat de farmaceutische sector grote verdiensten heeft, want, dankzij de geneesmiddelen en de geneeskraft ervan is de levensverwachting gestegen en is het mogelijk geworden dat minder mensen in ziekenhuizen moeten worden opgenomen. De farmaceutische sector stelt ook nogal wat mensen tewerk. Er zijn heel wat positieve bedenkingen bij alles wat niet de geneesmiddelensector te maken heeft. Desalniettemin moeten wij vaststellen dat de budgetten telkenjare sterk worden overschreden en als het RIZIV-budget uit de hand loopt, is het dikwijls daaraan te wijten.

Het is dus goed dat structurele maatregelen worden genomen, eerder dan forfaitaire maatregelen, waarbij ik enkele bemerkingen wens te maken.

Mevrouw de minister, er werden in het verleden ook reeds structurele maatregelen goedgekeurd, die in de praktijk niet werkzaam bleken te zijn en waardoor u forfaitair hebt moeten ingrijpen. Dit gebeurde in zekere zin met het akkoord van de sector die het niet zo begrepen had op al die verregaande structurele maatregelen en eerder akkoord ging met het betalen van een forfaitaire bijdrage. Ik verneem nu echter dat bepaalde bedrijven een juridische procedure zijn begonnen om bepaalde bijdragen terug te vorderen. Het gaat om belangrijke bedragen: 1,1 miljard frank in 1995; 1,8 miljard frank in 1996; 2,6 miljard frank in 1997 en 2,6 miljard frank in 1998. Deze forfaitaire bijdragen, waarmee men oorspronkelijk akkoord ging en die men nu terugeist, belopen samen ongeveer 8 miljard frank. Ik verneem zelfs dat er een goede kans bestaat dat de sector deze procedure wint. Welnu, mevrouw de minister, als dit zo is, zou ik u toch aanraden het daarbij niet te laten en desnoods de forfaitaire bijdrage te verhogen en op te leggen, zo niet betekent dit een ernstige negatieve beïnvloeding van uw begroting. Daarover zou ik graag uw standpunt kennen.

In de commissie heb ik aanvankelijk toegejuicht dat ik in uw ontwerp geen regeringsamendering zag op de wetgeving inzake de beperking van de honorariumsupplementen. Ondertussen is er al heel wat water door de Maas gevloeid - zoals dat in het Maasland wordt gezegd - en is er dan toch, in onderling overleg, een amendement tot stand gekomen dat weliswaar de krachtlijnen behoudt en daarom onze steun kreeg. De wet is sedert gisteren van kracht en vermits er nog altijd geen tariefakkoord is, moet de wet worden toegepast.

Mijnheer Valkeniers, afgezien van het feit dat misschien maar 15% van de dokters zich daaraan bezondigen, zijn heel wat mensen er het slachtoffer van.

De heer **Jef Valkeniers** (VLD): Er zijn 15% niet-geconventioneerden, maar niet alle niet-geconventioneerden zondigen.

De heer **Ghislain Vermassen** (SP): De wet beschermt de patiënten in elk geval tegen dat soort van uitwassen, die vaak gigantisch waren, zeker in Brusselse ziekenhuizen. Op dat vlak ben ik redelijk goed geïnformeerd, mijnheer Valkeniers. Dit soort van maatregel is, zolang er geen tariefakkoord is, op zijn plaats, want op die manier is er ten minste een tariefakkoord in de ziekenhuissector.

De heer **Jef Valkeniers** (VLD) : In veel ziekenhuizen bestaat er een reglement en men kan niet in dat ziekenhuis werken als men zich niet aan het reglement houdt.

De heer **Ghislain Vermassen** (SP) : Terzake stel ik toch een contradictie vast, want, enerzijds, zijn er weinig dokters die zich eraan bezondigen en, anderzijds, zijn de artsensyndicaten heel zwaar op de teen getrapt omdat een wetgeving met betrekking tot het verbod van supplementen is tot stand gekomen. Dat lijkt mij een beetje eigenaardig.

Als het er zo weinig zijn, dan zou het artsensyndicaat er niet van wakker liggen en dit zelfs toejuichen. Blijkbaar spelen hier andere redenen mee. Kortom, ik blijf achter deze maatregel staan.

Mevrouw Van de Castele zei dat wij een stap terug hebben gedaan. Ik betwist deze stelling. Met de maatregel zoals die in het amendement wordt voorgesteld, bereiken we immers het gestelde doel. Het resultaat zou moeten zijn dat we de drempel voor een nieuw tariefakkoord hebben verlaagd. Als er geen tariefakkoord totstandkomt, blijft de wet van toepassing. Als er wel een tariefakkoord totstandkomt, moet de supplementenregeling erin worden opgenomen en bij koninklijk besluit worden bekrachtigd. Ik zie hierin geen toegeving; alleen de invulling verschilt.

De heer **Jef Valkeniers** (VLD) : Aanvankelijk was u tegen elke vorm van supplement.

De heer **Ghislain Vermassen** (SP) : Het is niet langer in de wet opgenomen. Het moet echter wel in het tariefakkoord worden opgenomen en bij koninklijk besluit worden bekrachtigd. Dit gebeurt dus ongeveer naar het voorbeeld van de collectieve arbeidsovereenkomsten.

Bovendien werd beloofd dat men het artsenkorps zal aanbevelen om ook in de ambulante sector geen supplementen meer te vragen. Men engageerde zich eveneens om het toekomstige tariefakkoord niet voor een of andere onbenulligheid op te zeggen. Naar mijn mening is dit een stap voorwaarts in vergelijking met de oorspronkelijke wettelijke regeling. Toen wij het amendement hadden goedgekeurd, verwachtte ik dat er vrij snel een tariefakkoord zou komen omdat het grote beletsel uit de weg was geruimd. Op dat vlak ben ik echter teleurgesteld. Tot nu toe is er geen akkoord tussen de artsen en de ziekenfondsen. In de krant heb ik gelezen dat er wel een partieel akkoord werd bereikt met betrekking tot

het medisch dossier. Als eerste stap is dat weliswaar positief, maar het blijft slechts een eerste stap. Voor het medisch dossier kon 625 miljoen frank worden uitgetrokken. In totaal is er echter voor 2,7 miljard frank aan middelen, ongeïndexeerd, beschikbaar om over te onderhandelen. Ik heb de indruk dat de artsen zich uitsloven om de middelen onder elkaar te verdelen en dat er uiteindelijk weinig overblijft voor een significante verlaging van het remgeld, een punt waar onze fractie veel belang aan hecht. Mevrouw de minister, zal de verlaging van het remgeld gekoppeld worden aan het medisch dossier dat enkel van toepassing is tussen 50 en 65 jaar? Na 65 jaar moet er blijkbaar geen jaarlijkse *check-up* meer komen en hoeft er geen medisch dossier meer te worden bijgehouden. Dat begrijp ik niet goed. Bovendien zou er een verlaging van het remgeld met 30% kunnen komen voor mensen tussen 50 en 65 jaar die jaarlijks een *check-up* ondergaan.

Er werd slechts voorzien in een bijzonder lage en veeleer symbolische remgeldverlaging van 175 miljoen frank. De vraag is of zulks wel toereikend is wanneer de bepalingen in de praktijk worden omgezet. Ik had verwacht dat men iets guller zou zijn geweest, gezien het totale pakket 2,7 miljard frank bedroeg.

Het zou interessant zijn, mevrouw de minister, mocht u de huidige stand van zaken willen verduidelijken wat de onderhandelingen betreft omtrent de conventie. Immers, zij lijken niet eenvoudig te verlopen en naar verluidt liggen er een aantal welrijzen en schietgeweren klaar. Ik vernam ook dat het idee bestaat om een en ander uit te hollen wat de supplementen betreft. Ik hoop echter dat dit niet gebeurt, zo niet: zullen wij alweer in actie moeten komen.

De heer **Jef Valkeniers** (VLD) : En quid omtrent de alternatieve terugbetaling?

De heer **Ghislain Vermassen** (SP) : Dat komt niet ter sprake in het ontwerp, mijnheer Valkeniers en behoort tot een andere discussie die misschien op een ander niveau kan worden gevoerd. Trouwens, als ik mij niet vergis, komt de alternatieve terugbetaling niet ten laste van het RIZIV-budget maar van de ziekenfondsen.

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, tot hier beperken zich mijn bedenkingen betreffende deze sociale programmawet die van bijzonder groot belang is en voorziet in een aantal positieve maatregelen ten voordele van de maatschappij.

Wij zijn geen vragende partij om *tabula rasa* te maken met het stelsel van de sociale zekerheid, maar wij willen *step by step* wijzigingen aanbrengen en het stelsel aanpassen aan de evolutie van de maatschappij. De sociale zekerheid is geen statisch gegeven maar moet meeleven met de dynamiek die heerst in de maatschappij. Het is daarom niet verwonderlijk dat van de sociale programmawet gebruik wordt gemaakt om de noodzakelijke wijzigingen en aanpassingen mogelijk te maken.

De SP zal het ontwerp van sociale programmawet uiteraard goedkeuren.

De **voorzitter** : Collega's, aangezien ik bondig wens te interveniëren verzoek ik de heer Valkeniers als doyen d'âge, te willen optreden als voorzitter.

- **Voorzitter** : de heer Valkeniers, oudste lid in jaren

De **voorzitter** : De heer Jan Lenssens heeft het woord.

De heer **Jan Lenssens** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik wens een korte interpretatieve verklaring af te leggen in verband met artikel 121 van het wetsontwerp, dat artikel 50bis van de wet van 14 juli 1994 wijzigt omtrent de ereloon-supplementen.

Ik vernam dat in diverse artsenmiddens onenigheid bestaat over de interpretatie van een aantal begrippen uit voornoemd artikel.

Het gaat om de volgende begrippen :

- opname;
- de prestaties in het kader van de georganiseerde wachtdiensten;
- de prestaties en de opnamen in het kader van een dienst of van een functie intensieve zorg.

Volgens de auteurs van het amendement - de heer Vermassen en ikzelf - beperkt de notie "opname" zich niet enkel tot de klassieke "hospitalisatie".

Dit betekent dat het begrip "opname" niet alleen van toepassing is op het verblijf dat aanleiding geeft tot de betaling van een verpleegdagprijs maar eveneens op de daghospitalisatie. Daghospitalisatie is de opname die geen aanleiding geeft tot een ziekenhuisverblijf met overnachting, ongeacht de duur van het verblijf en die recht geeft op de betaling van A-, B-, C-, D- mini- en maxiforfaits, zoals bedoeld in artikel 4, paragraaf 1 van de tweede wijzigings-clausule bij de nationale overeenkomst tussen de verpleeginrichtingen en de verzekeringsinstellingen, gesloten op 24 januari 1996.

Het begrip "opname" moet eveneens worden toegepast op de gipskamer zoals bepaald in artikel 4, paragraaf 7 van de tweede wijzigingsclausule bij dezelfde overeenkomst.

Een ander punt dat aanleiding zou kunnen geven tot interpretatieverschillen heeft betrekking op de prestaties in het kader van een "georganiseerde wachtdienst".

Wat de verstrekkingen in het kader van een georganiseerde wachtdienst betreft, is het geenszins de bedoeling het toepassingsgebied van deze bepaling te beperken tot het verstrekken van bepaalde zorgen. Integendeel, deze bepaling heeft betrekking op al de zorgen die in het kader van een georganiseerde wachtdienst aan de patiënt worden toegediend. Dit is geen nieuwigheid. Artikel 35, paragraaf 1, 3° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, bepaalt uitdrukkelijk dat de uit de nomenclatuur voortvloeiende tarieven voor al de beoefenaars van de geneeskunst de maximumhonoraria zijn die kunnen worden geëist voor de verstrekkingen die worden verleend in het kader van een georganiseerde wachtdienst.

Wat de opname in het kader van een dienst of functie intensieve verzorging betreft, wordt elke prestatie bedoeld die tijdens de duur van het verblijf van de patiënt in de dienst Intensieve verzorging wordt verstrekt. Het verbod op honorariumsupplementen heeft derhalve betrekking op de periode van verblijf van de patiënt op een functie of dienst Intensieve verzorging, ongeacht of de patiënt op deze dienst verblijft vanaf de dag van aankomst in het ziekenhuis dan wel later tijdens het verblijf naar de dienst of functie Intensieve zorgen wordt overgebracht. Tengevolge van het koninklijk besluit van 27 april 1998 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de functie voor intensieve zorg moet onder het begrip intensieve verzorging ook de functie voor intensieve zorg worden begrepen.

- Voorzitter : de heer Lenssens, tweede ondervoorzitter

Le président : La parole est à la ministre.

Mme De Galan, ministre des Affaires sociales : Monsieur le président, ma réponse sera courte, l'essentiel de nos débats, fructueux par ailleurs, ayant eu lieu en commission. De plus, comme

bon nombre des orateurs qui ont posé des questions ne sont plus là, je m'en tiendrai à l'essentiel.

Je commencerai par une remarque formulée sur le caractère de la loi, appelée aussi, chaque fois qu'il est question de loi-programme, loi fourre-tout ou parfois encore pire, comme Mme D'Hondt en a fait l'écho.

Comme l'année passée, je tiens à insister sur l'excellent travail des parlementaires qui ont même admis que le gouvernement qui améliorerait parfois un peu tard sa copie, en allant jusqu'à déposer des amendements en séance plénière, a permis à ces deux fournées de lois-programmes d'enranger des progrès significatifs pour la population. Je vous rappelle que, l'année dernière, nous avons ensemble assoupli, par amendement, la réglementation pour les malades chroniques et que, cette année-ci - je ne vais pas rappeler les propos de Mme D'Hondt - il s'agit d'avancées qui, en francs et centimes et en qualité de la vie, d'une grande importance pour nos concitoyens.

A Mme Van de Castele et aux autres orateurs qui ont posé la question, je rappelle qu'une loi-programme, en confection, nous attend ainsi que les parlementaires. Grâce à cette loi, d'autres problèmes pourront peut-être encore être réglés, notamment celui de la majoration des allocations familiales pour les enfants atteints d'un handicap, avec peut-être un assouplissement des révisions trop régulières et des diminutions de points de handicap qui font perdre aux parents soignant correctement leurs enfants le bénéfice de la majoration. C'est tout de même une aberration si l'on veut que les moyens des allocations familiales majorées soient accordés à ce à quoi elles sont destinées, à savoir l'état de santé des enfants.

Ik ben het uiteraard helemaal niet eens met mevrouw Van de Castele dat de regering niets heeft gedaan inzake de hervorming van de sociale zekerheid. Indien zij met hervorming de splitsing van de sociale zekerheid bedoelt, heeft zij natuurlijk gelijk. Sedert 1 januari van dit jaar is de toegankelijkheid tot de geneeskundige verzorging echter grondig herzien. Hoewel deze maatregel belangrijke gevolgen heeft voor de bevolking, heeft de pers er weinig aandacht aan besteed. De discussie of de kosten voordien al dan niet door het OCMW werden betaald, is niet relevant. De federale solidariteitsbijdrage moet de bevolking rechtstreeks ten goede komen. Op die manier kan een mogelijke willekeurige behandeling vanwege sommige instellingen worden vermeden.

Venons-en au débat relatif à la personne âgée et à sa dépendance, débat qui me tient à coeur. La moyenne d'âge de la population dans les maisons de repos et les maisons de repos et de soins flirte allègrement avec les 85 ans et plus. La progression démographique augmentera encore le nombre des personnes âgées dans les maisons de repos. Il fallait donc nous préparer à cette situation.

Pas mal de choses ont été réalisées et bien que le système d'une cotisation sociale pour l'assurance-autonomie n'ait pas été retenu, d'autres pistes ont été non seulement explorées mais concrétisées. A ce titre, le fameux protocole d'accord entre les Communautés et les Régions sur les possibilités d'accueil et de prise en charge de la personne âgée dépendante sera amendé.

Dans le cadre du budget, l'année 1999 connaîtra la deuxième tranche de la reconversion de maisons de repos en maisons de repos et de soins, à concurrence de 5 000 lits. Toutes les autres formes alternatives de prise en charge de la personne âgée, qu'elle soit démente ou non - nous sommes confrontés au problème de la démence, lié pour partie au grand âge ainsi qu'aux difficultés de diagnostiquer certaines pathologies - font actuellement l'objet d'une discussion entre les Communautés et les Régions. Celle-ci se matérialiserait sous la forme d'un avenant à ce protocole, permettant la prise en charge d'autres types d'accueil. Je pense notamment à l'accueil pour bref séjour, à l'accueil qui suit l'hospitalisation, à l'accueil de week-end, de nuit, de vacances... C'est fondamental pour le soutien des personnes âgées.

J'ajoute également que 85% des moyens dégagés au sein de ce qu'on appelle l'aide aux malades chroniques le seront prioritairement à destination des personnes âgées dépendantes, car ce sont elles qui réunissent les critères actuellement retenus. Le budget prévoit aussi la prise en charge du ticket modérateur de certains médicaments B pour ces patients chroniques, qui sont souvent des personnes âgées. Ainsi, les mesures que les parlementaires ont votées en commission et voteront demain, je l'espère, en séance plénière, compléteront-elles la politique à l'égard de ces personnes âgées.

Une autre branche liée aux personnes âgées mais pas exclusivement est celle des soins à domicile. J'ai entendu les inquiétudes des parlementaires. A mes yeux, il importe de travailler dans l'optique d'une prise en charge de la personne, en lui délivrant les soins de la manière la plus efficiente et sans

s'adonner à une concurrence au niveau de la rapidité en vue de totaliser un maximum de patients par jour.

L'argent supplémentaire qui a été dégagé s'ajoute aux deux tranches de 150 millions dégagés l'année passée et qui seront redégagés à partir de juillet 1999 dans le cadre de la réponse à la colère du personnel soignant et du non-marchand. Il s'y ajoute un meilleur dédommagement pour la prise en charge des cas les plus lourds. Je pense plus particulièrement aux personnes bénéficiant d'un forfait C.

Les critères seront discutés au sein de la commission et il ne subsiste aucune équivoque à cet égard.

Le président : La parole est à M. Daniel Bacquelaine.

M. Daniel Bacquelaine (PRL-FDF) : Madame la ministre, pourquoi, dès lors, introduisez-vous cette différenciation entre les soins à domicile et les services infirmiers de soins à domicile ? Pourquoi un financement forfaitaire pour les uns et non pour les autres ?

Mme De Galan, ministre : Vous vous souviendrez que l'an dernier, lors de la discussion du programme précédent, vous aviez, tant en commission de la Santé publique qu'en commission des Affaires sociales, soulevé la même question. Je vous fournirai une réponse identique.

Comme vous le savez, il ne s'agit pas de pénaliser, soit par la nomenclature soit par tout autre moyen, le personnel pour peu qu'il travaille en circuit, en réseau et qu'une coordination de leurs efforts apparaisse dans l'intérêt du patient.

Mme Van de Castele a demandé de veiller aux critères de qualité qui sont l'origine de subventionnement dans les Régions ou les Communautés. Bien entendu, si les Communautés ou les Régions exigent certains niveaux du personnel soignant, le fédéral ne financera pas des personnes qui ne répondent pas à ce minimum requis.

Concernant les fonds des équipements collectifs, sans pour autant entamer le débat, je signalerai qu'une réunion du groupe de travail en charge de cette affaire s'est tenue hier, mardi, sous la présidence du secrétaire du conseil des ministres, en présence de l'administrateur général de l'ONAFS et des Communautés ainsi que des institutions ONE et "Kind en Gezin".

Il y a été constaté que le rééquilibrage promis, dont tout le monde sait qu'il est défavorable à la Communauté

flamande pour diverses raisons - dont le fait qu'elle n'avait pas introduit de projets dans l'attente d'un décret "qualité" sur l'accueil des enfants -, que ce rééquilibrage donc se produit selon un rythme encore meilleur que celui que j'avais annoncé à la tribune à la suite de l'interpellation d'un parlementaire du Vlaams Blok.

Au comité de gestion de l'ONAFS, 17 nouveaux projets néerlandophones sont acceptés. Ainsi, à la fin de l'année, le rééquilibrage sera atteint en une seule année, ce qui est remarquable. Au comité de concertation prévu au début du mois de janvier 1999, nous présenterons les listes et les résultats.

De voorzitter : De heer Jef Valkeniers heeft het woord.

De heer Jef Valkeniers (VLD) : Mijnheer de voorzitter, dit is een verkeerd beleid. Op een bepaald moment hebben we in het parlement aangeklaagd dat er in Wallonië meer wordt uitgegeven voor geneeskundige verzorging dan in Vlaanderen. Onmiddellijk hebben we vanuit Vlaanderen voor honderden miljoenen aanvragen gekregen voor prestaties met een nacht- of weekeindesupplement. Het is de bedoeling dat een evenwicht wordt gevonden door een afbouw van de uitgaven. De regering zegt echter dat de uitgaven in Vlaanderen gestegen zijn zodat er bijna sprake is van een evenwicht. Dit kan niet.

Minister De Galan : Mijnheer de voorzitter, de heer Valkeniers heeft het mis. Het is niet de bedoeling om de uitgaven naar boven in evenwicht te krijgen. Het is zo dat de meeste Waalse projecten niet zullen worden verlengd zodat er een evenwicht ontstaat. Men mag niet vergeten dat Brussel ook een achterstand heeft. Men kan de projecten die nu lopen niet stopzetten aangezien er in dat geval personen op straat zouden worden gezet en kinderen in de kou zouden worden gelaten.

De voorzitter : Mevrouw Greta D'Hondt heeft het woord.

Mevrouw Greta D'Hondt (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik wil de discussie over de regionalisering niet opnieuw aansnijden. Als ik de minister goed heb begrepen, wil ze het door haar aangegane engagement uitvoeren. Ze is dit engagement niet aangegaan naar aanleiding van een interpellatie van het Vlaams Blok over dit onderwerp. Namens mijn fractie heb ik persoonlijk de minister daarvoor reeds maanden geleden in de Commissie voor de Sociale Zaken geïnterpelleerd. Wij

hebben de minister gevraagd om de nieuwe middelen, die onder andere door een bijdrage van de federale ambtenaren kunnen worden vrijgemaakt, prioritair voor te behouden voor de nieuwe Vlaamse projecten waarvoor geen middelen beschikbaar waren. Hierdoor zal het evenwicht duidelijker en sneller kunnen worden hersteld. Ik vraag de minister dan ook de commissie hiervan na de concertatie van januari zo spoedig mogelijk op de hoogte te stellen.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister De Galan : Mijnheer de voorzitter, mevrouw D'Hondt heeft volledig gelijk. Het gaat om een uitvoering van de beslissing van het overlegcomité waaraan de federale en de deelregeringen deelnemen. Het "pilotagecomité", dat gisteren is bijeengekomen, moet die beslissingen bijsturen.

De voorzitter : De heer Jef Valkeniers heeft het woord.

De heer Jef Valkeniers (VLD) : Mijnheer de voorzitter, daarmee ben ik het eens. Wat mij stoort is het volgende. De betrokken diensten functioneerden in Vlaanderen naar behoren. Plots heeft men opgemerkt dat Wallonië veel meer uit het fonds haalt dan Vlaanderen. Automatisch worden in Vlaanderen nieuwe behoeften gecreëerd. Uitgeven is gemakkelijk; men zal altijd vrijwilligers vinden om wat men uitgeeft te ontvangen. Besparen en uitgaven inperken is veel moeilijker. Men heeft onmiddellijk ingezien dat er in die sector heel wat geld te rapen was. Automatisch werden nieuwe initiatieven genomen.

De voorzitter : Mijnheer Valkeniers, de minister heeft uitdrukkelijk gezegd dat dit onder hetzelfde begrotingskrediet valt.

De minister heeft het woord.

Minister De Galan : Mijnheer de voorzitter, zoals mevrouw D'Hondt heeft gevraagd kunnen we deze verslagen in januari bespreken in de commissie voor de Sociale Zaken, waar deze materie thuishoort.

Ik heb nog twee opmerking in verband met de ziekenhuizen. Ik heb reeds een antwoord gegeven op de vragen van de heer Valkeniers over de materie van artikel 139bis.

Concernant les réseaux et les circuits, nous n'avons pas consacré tout ce temps en commissions des Affaires

sociales et de la Santé publique réunies à discuter sur le sujet pour qu'un texte empêche à présent de pouvoir aboutir à cette reconversion psychiatrique.

M. Daniel Bacquelaine (PRL-FDF) : Il faudrait préciser que c'est le secteur psychiatrique.

Mme De Galan, ministre : Au-delà de l'hyper-réglementation que tout le monde peut craindre, certains d'entre vous voient des menaces dans tous les placards, même quand les portes ne sont pas ouvertes. Il est évidemment nécessaire de prévoir dans un texte la possibilité de s'organiser en réseaux ou en circuits de soins. Il en a été discuté. Les mêmes mirages sont apparus lors du débat sur un passage éventuel à un financement global : tout le monde a soutenu que c'était une enveloppe fermée alors qu'il n'en était pas du tout question.

Mme Van de Castele craignait qu'en cas de généralisation des révisions globales et de passage par des contrats prix de volume par spécialité, nous en arrivions à des enveloppes par firme. Où avez-vous remarqué ce projet d'enveloppes par firme pharmaceutique ? Nulle part.

Un deuxième fantôme : Pharmanet sera le "big brother" qui va "screener" les patients. L'avis de la Commission de surveillance, assez chatouilleuse sur ces matières, vous a été donné en commission : il nous permet ce type de lecture qui s'adresse au prescripteur par classe et par volume thérapeutique prescrit et non au patient.

Il convient de donner les instruments à gérer pour pouvoir mesurer et rectifier éventuellement certains problèmes.

M. Vermassen m'a interrogé sur la Justice - elle peut parfois se montrer très rapide, comme sur la suspension du marché des vaccins - pour savoir si un arrêt devait nous obliger à rembourser la cotisation sur le chiffre d'affaires.

M. Vermassen doit savoir qu'une note très complète a été soumise au Conseil des ministres, comprenant toutes les hypothèses et alternatives. Si durant une ou deux années un remboursement s'avérait nécessaire, il est clair qu'il ne devrait pas se faire au détriment notamment des patients. D'autres pistes ont été examinées et feront l'objet d'un débat si nécessaire.

Je vous ai déjà dit que les départements du Budget et de la Fonction publique ont donné leur accord sur l'extension du cadre du CTSP.

Avant d'évaluer correctement le résultat des travaux de la commission médicomutualiste, je vous propose

d'attendre d'avoir en main l'ensemble du dossier afin de pouvoir établir un jugement en toute connaissance de cause.

Une sinon deux réunions sont prévues.

Comme vous l'avez souligné, la loi que le parlement a votée l'année dernière est aujourd'hui d'application. Les discussions se poursuivent tant sur le dossier général que sur les autres points de l'accord.

Je vous signale également qu'avant d'aller en réunion de commission de la médicomutualité, il y a quinze jours, l'ensemble des partenaires se sont présentés à la réunion du comité de concertation *overkoepelend orgaan* qui a été institué à l'issue de *lapax medica*. Un des partenaires peut saisir ce comité d'une question s'il en sent la nécessité.

Mijnheer Vermassen, het is misschien nog mogelijk voor de podiumartiesten een bepaling bij de nieuwe programmawet in te lassen. De interministeriële werkgroep brengt nog steeds punctuele verberingen aan de statuten aan. De werkloosheid blijft een van de knelpunten in de discussie. De uitspraken variëren van arbeidsrechtbank tot arbeidsrechtbank, maar vermits er nog een programmawet op het getouw staat, is dit punt nog niet naar de Griekse kalender verwezen.

Mijnheer de voorzitter, de voornaamste vragen zijn hiermee beantwoord. De overblijvende punten moeten in de commissie verder worden besproken. Ook over de medicamenten, alsook over de noodzaak vlug nieuwe medicamenten te erkennen, moet in de commissie een debat worden gevoerd.

Vaak maakt men vergelijkingen met de ons omringende landen. Er zijn weinig landen waar zoveel verouderde geneesmiddelen worden terugbetaald. Dat wil niet zeggen dat deze geneesmiddelen niet goed zijn. Zoals u ook weet zijn de nieuwe medicamenten erg duur.

Ook van de conditionering moet nog werk worden gemaakt. Een aantal leden hebben in de commissie gezegd dat iets moet gebeuren aan de grootte van de pakken en dat terzake ook met de industrie een grondige discussie moet worden gevoerd. De apothekers zijn naar verluidt vragende partij.

De voorzitter : De algemene bespreking is gesloten.

La discussion générale est close.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan.

Nous passons à la discussion des articles.

Op artikel 1 werd een amendement nr. 61 ingediend door de heer Daniel Bacquelaine.

A l'article 1 l'amendement n° 61 a été déposé par M. Daniel Bacquelaine. (1722/8)

De stemming over het amendement en het artikel 1 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 1 est réservé.

- *Les articles 2 à 22 sont adoptés article par article.*

- *De artikelen 2 tot 22 worden artikel per artikel aangenomen.*

A l'article 23 (ancien article 15) les amendements n°s 93 (en ordre principal), 126 (en ordre subsidiaire) et 95 (en deuxième ordre subsidiaire) ont été déposés par Mme Annemie Van de Casteele.

Op artikel 23 (oud artikel 15) werden de amendementen nrs. 93 (in hoofdorde), 126 (in bijkomende orde) en 95 (in tweede bijkomende orde) ingediend door mevrouw Annemie Van de Casteele. (1722/9) (1722/19) (1722/9)

Le vote sur les amendements et l'article 23 est réservé.

De stemming over de amendementen en het artikel 23 wordt aangehouden.

- *L'article 24 est adopté*

- *Het artikel 24 wordt aangenomen.*

Op artikel 25 (oud artikel 17) werden de volgende amendementen ingediend :

A l'article 25 (ancien article 17) les amendements suivants ont été déposés :

nr. 130 van mevrouw Annemie Van de Casteele;

n° 130 de Mme Annemie Van de Casteele (1722/19);

nr. 62 van de heer Daniel Bacquelaine;

n° 62 de M. Daniel Bacquelaine (1722/8).

De stemming over de amendementen en het artikel 25 wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements et l'article 25 est réservé.

- *De artikelen 26 tot 63 worden artikel per artikel aangenomen.*

- *Les articles 26 à 63 sont adoptés article par article.*

Amendement nr. 63 van de heer Daniel Bacquelaine wil artikel 64 (oud artikel 54) weglaten.

L'amendement n° 63 de M. Daniel Bacquelaine tend à supprimer l'article 64 (ancien article 54). (1722/8)

De stemming over het amendement en het artikel 64 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 64 est réservé.

Amendement nr. 64 van de heer Daniel Bacquelaine wil artikel 65 (oud artikel 55) weglaten.

L'amendement n° 64 de M. Daniel Bacquelaine tend à supprimer l'article 65 (ancien article 55). (1722/8)

De stemming over het amendement en het artikel 65 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 65 est réservé.

Amendement nr. 65 van de heer Daniel Bacquelaine wil artikel 66 (oud artikel 56) weglaten.

L'amendement n° 65 de M. Daniel Bacquelaine tend à supprimer l'article 66 (ancien article 56). (1722/8)

De stemming over het amendement en het artikel 66 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 66 est réservé.

(De heer Jef Valkeniers dient ter zitting de in de commissie ingediende maar verworpen amendementen opnieuw in)
- Les articles 67 à 93 sont adoptés article par article.

- Les articles 67 tot 93 worden artikel per artikel aangenomen.

A l'article 94 (ancien article 84) les amendements suivants ont été déposés :
Op artikel 94 (oud artikel 84) werden de volgende amendementen ingediend :

n° 66 de M. Daniel Bacquelaine;
nr. 66 van de heer Daniel Bacquelaine (1722/8);

n° 30 de M. Jef Valkeniers;
nr. 30 van de heer Jef Valkeniers (1722/6).

Le vote sur les amendements et l'article 94 est réservé.

De stemming over de amendementen en het artikel 94 wordt aangehouden.

Op artikel 95 (oud artikel 85) werd een amendement nr. 31 ingediend door de heer Jef Valkeniers.

A l'article 95 (ancien article 85) l'amendement n° 31 a été déposé par M. Jef Valkeniers. (1722/6)

De stemming over het amendement en het artikel 95 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 95 est réservé.

- Les articles 96 à 99 sont adoptés article par article.

- De artikelen 96 tot 99 worden artikel per artikel aangenomen.

Op artikel 100 (oud artikel 90) werden de volgende amendementen ingediend :

A l'article 100 (ancien article 90) les amendements suivants ont été déposés :
nr. 106 van mevrouw Annemie Van de Castele;

n° 106 de Mme Annemie Van de Castele (1722/11);

nr. 67 van de heer Daniel Bacquelaine;
n° 67 de M. Daniel Bacquelaine (1722/8).

De stemming over de amendementen en het artikel 100 wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements et l'article 100 est réservé.

Op artikel 101 (oud artikel 91) werden de volgende amendementen ingediend :

A l'article 101 (ancien article 91) les amendements suivants ont été déposés :
nr. 68 van de heer Daniel Bacquelaine;
n° 68 de M. Daniel Bacquelaine (1722/8);

nrs. 104, 105 en 107 van mevrouw Annemie Van de Castele;

n°s 104, 105 et 107 de Mme Annemie Van de Castele (1722/11);

nrs. 69 en 70 van de heer Daniel Bacquelaine;

n°s 69 et 70 de M. Daniel Bacquelaine (1722/8).

De stemming over de amendementen en het artikel 101 wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements et l'article 101 est réservé.

A l'article 102 (ancien article 92) les amendements suivants ont été déposés :

Op artikel 102 (oud artikel 92) werden volgende amendementen ingediend :

n° 73 de M. Daniel Bacquelaine;
nr. 73 van de heer Daniel Bacquelaine (1722/8);

n° 102 de Mme Annemie Van de Castele;

nr. 102 van mevrouw Annemie Van de Castele (1722/11);

n° 129 de Mme Annemie Van de Castele;

nr. 129 van mevrouw Annemie Van de Castele (1722/19);

n°s 101 et 103 de Mme Annemie Van de Castele;

nrs. 101 en 103 van mevrouw Annemie Van de Castele (1722/11);

n° 71 de M. Daniel Bacquelaine;
nr. 71 van de heer Daniel Bacquelaine (1722/8)

n°s 72 et 74 de M. Daniel Bacquelaine;

nrs. 72 en 74 van de heer Daniel Bacquelaine (1722/8).

Le vote sur les amendements et l'article 102 est réservé.

De stemming over de amendementen en het artikel 102 wordt aangehouden.

- L'article 103 est adopté.

- De artikel 103 wordt aangenomen.

De volgende amendementen willen artikel 104 (oud artikel 94) weglaten :
Les amendements suivants tendent à supprimer l'article 104 (ancien article 94) :

nr. 77 van de heer Daniel Bacquelaine;
n° 77 de M. Daniel Bacquelaine (1722/8);

nr. 127 van mevrouw Annemie Van de Castele;

n° 127 de Mme Annemie Van de Castele (1722/19).

De stemming over de amendementen en het artikel 104 wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements et l'article 104 est réservé.

Amendement nr. 128 van mevrouw Annemie Van de Castele wil artikel 105 weglaten.

L'amendement n° 128 de Mme Annemie Van de Castele tend à supprimer l'article. (1722/19)

De stemming over het amendement en het artikel 105 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 105 est réservé.

- De artikelen 106 tot 110 worden artikel per artikel aangenomen.

- Les articles 106 à 110 sont adoptés article par article.

Op artikel 111 (oud artikel 97) werd een amendement nr. 75 ingediend door de heer Daniel Bacquelaine.

A l'article 111 (ancien article 97) l'amendement n° 75 a été déposé par M. Daniel Bacquelaine. (1722/8)

De stemming over het amendement en het artikel 111 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 111 est réservé.

- L'article 112 est adopté.

- De artikel 112 wordt aangenomen.

Op artikel 113 (oud artikel 98) werd een amendement nr. 76 ingediend door de heer Daniel Bacquelaine.

A l'article 113 (ancien article 98) l'amendement n° 76 a été déposé par M. Daniel Bacquelaine. (1722/8)

De stemming over het amendement en het artikel 113 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 113 est réservé.

- De artikelen 114 tot 120 worden artikel per artikel aangenomen.

- Les articles 114 à 120 sont adoptés article par article.

Op artikel 121 werd een amendement nr. 32 ingediend door de heer Jef Valkeniers, dat oorspronkelijk een artikel 107bis (nieuw) wilde invoegen.

A l'article 121 l'amendement n° 32 a été déposé par M. Jef Valkeniers, visant initialement à insérer un article 107bis (nouveau). (1722/6)

voorzitter

De stemming over het amendement en het artikel 121 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 121 est réservé.

- *Les articles 122 et 123 sont adoptés article par article.*

- *De artikelen 122 en 123 worden artikel per artikel aangenomen.*

A l'article 124 (ancien article 108) les amendements suivants ont été déposés :
Op artikel 124 (oud artikel 108) werden de volgende amendementen ingediend :
n° 33 de M. Jef Valkeniers;

nr. 33 van de heer Jef Valkeniers
(1722/6);

n° 78 de M. Daniel Bacquelaine;

nr. 78 de M. Daniel Bacquelaine
(1722/8).

De stemming over de amendementen en het artikel 124 wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements et l'article 124 est réservé.

- *Les articles 125 à 143 sont adoptés article par article.*

- *De artikelen 125 tot 143 worden artikel per artikel aangenomen.*

A l'article 144 (ancien article 123) les amendements n° 34 (en ordre principal) et 35 (en ordre subsidiaire) sont déposés par M. Jef Valkeniers.

Op artikel 144 (oud artikel 123) werden de amendementen nrs. 34 (in hoofd-orde) en 35 (in bijkomende orde) ingediend door de heer Jef Valkeniers.
(1722/6)

De stemming over de amendementen en het artikel 144 wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements et l'article 144 est réservé.

- *Les articles 145 à 148 sont adoptés article par article.*

- *De artikelen 145 tot 148 worden artikel per artikel aangenomen.*

L'amendement n° 81 de M. Daniel Bacquelaine tend à insérer un article 148bis (nouveau), initialement article 123 quater (nouveau).

Amendement nr. 81 van de heer Daniel Bacquelaine wil een artikel 148bis (nieuw), oorspronkelijk artikel 123quater (nieuw), invoegen. (1722/8)

Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement wordt aangehouden.

- *Les articles 149 à 175 sont adoptés article par article.*

- *De artikelen 149 tot 175 worden artikel per artikel aangenomen.*

Op artikel 176 werd een amendement nr. 125 ingediend door de heren Daniel Bacquelaine en Philippe Seghin.

A l'article 176 l'amendement n° 125 a été déposé par MM. Daniel Bacquelaine et Philippe Seghin. (1722/18)

De stemming over het amendement en het artikel 176 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 176 est réservé.

- *De artikelen 177 tot 189 worden artikel per artikel aangenomen.*

- *Les articles 177 à 189 sont adoptés article par article.*

Amendement nr. 124 van de heren Daniel Bacquelaine en Philippe Seghin wil artikel 190 weglaten.

L'amendement n° 124 de MM. Daniel Bacquelaine et Philippe Seghin tend à supprimer l'article 190. (1722/18)

De stemming over het amendement en het artikel 190 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 190 est réservé.

Amendement nr. 123 van de heren Daniel Bacquelaine en Philippe Seghin wil artikel 191 weglaten.

L'amendement n° 123 de MM. Daniel Bacquelaine et Philippe Seghin tend à supprimer l'article 191. (1722/18)

De stemming over het amendement en het artikel 191 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 191 est réservé.

Amendement nr. 122 van de heren Daniel Bacquelaine en Philippe Seghin wil artikel 192 weglaten.

L'amendement n° 122 de MM. Daniel Bacquelaine et Philippe Seghin tend à supprimer l'article 192. (1722/18)

De stemming over het amendement en het artikel 192 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 192 est réservé.

Amendement nr. 121 van de heren Daniel Bacquelaine en Philippe Seghin wil artikel 193 weglaten.

L'amendement n° 121 de MM. Daniel Bacquelaine et Philippe Seghin tend à supprimer l'article 193. (1722/18)

De stemming over het amendement en het artikel 193 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 193 est réservé.

Amendement nr. 120 van de heren Daniel Bacquelaine en Philippe Seghin wil artikel 194 weglaten.

L'amendement n° 120 de MM. Daniel Bacquelaine et Philippe Seghin tend à supprimer l'article 194. (1722/18)

De stemming over het amendement en het artikel 194 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 194 est réservé.

- *L'article 195 est adopté.*

- *Het artikel 195 wordt aangenomen.*

L'amendement n° 118 de MM. Daniel Bacquelaine et Philippe Seghin tend à insérer un article 195bis (nouveau).

Amendement nr. 118 van de heren Daniel Bacquelaine en Philippe Seghin wil een artikel 195bis (nieuw) invoegen. (1722/18)

Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement wordt aangehouden.

L'amendement n° 119 de MM. Daniel Bacquelaine et Philippe Seghin tend à supprimer l'article 196.

Amendement nr. 119 van de heren Daniel Bacquelaine en Philippe Seghin wil artikel 196 weglaten. (1722/18)

Le vote sur l'amendement et l'article 196 est réservé.

De stemming over het amendement en het artikel 196 wordt aangehouden.

- *Les articles 197 à 249 sont adoptés article par article.*

- *De artikelen 197 tot 249 worden artikel per artikel aangenomen.*

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De artikelsgewijze bespreking is gesloten. Over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later worden gestemd.

Ordre des travaux

Regeling van de werkzaamheden

Le **président** : L'ordre du jour prévu pour les séances plénières de ce jour étant épuisé, j'annule la séance prévue à 14.00 heures.

Aangezien de agenda van de plenaire vergaderingen van vandaag afgewerkt is, valt de vergadering van 14.00 uur weg.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

- *La séance est levée à 12.40 heures. Prochaine séance plénière jeudi 3 décembre 1998 à 14.00 heures.*

- *De vergadering wordt gesloten om 12.40 uur. Volgende plenaire vergadering donderdag 3 december 1998 om 14.00 uur.*

ANNEXE

SEANCE PLENIERE
MERCREDI 2 DÉCEMBRE 1998

DÉCISIONS INTERNES

COMMISSIONS

Composition

Les ajouts suivants ont été proposés par le groupe CVP :

COMMISSION DES PETITIONS

Membres effectifs

Ajouter Mme C.sèle Gardeyn-Debever et M. Jo Van Overberghe.

Membres suppléants

Ajouter M. Wim Vermeulen.

L'ajout suivant a été proposé par le groupe PS :

COMMISSION DES PETITIONS

Membres effectifs

Ajouter M. Michel Moock.

Les ajouts et la modification suivants ont été proposés par le groupe VLD :

COMMISSION DES PETITIONS

Membres effectifs

Ajouter Mme Marilou Van den Poel-Welkenhuysen.

Membres suppléants

Remplacer Mme Marilou Van den Poel-Welkenhuysen par M. Pierre Lano et ajouter M. Rik Daems.

Les ajouts suivants ont été proposés par le groupe PRL-FDF :

COMMISSION DES PETITIONS

Membres effectifs

Ajouter M. Jacques Simonet.

Membres suppléants

Ajouter M. Roger Hotermans.

Les ajouts suivants ont été proposés par le groupe Ecolo-Agalev :

COMMISSION DES PETITIONS

Membres effectifs

Ajouter M. Joos Wauters.

Membres suppléants

Ajouter Mme Martine Schüttringer et M. Thierry Detienne.

BIJLAGE

PLENAIRE VERGADERING
WOENSDAG 2 DECEMBER 1998

INTERNE BESLUITEN

COMMISSIES

Samenstelling

Volgende toevoegingen werden door de CVP-fractie voorgesteld :

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCRIFTEN

Vaste leden

Mevrouw Gisèle Gardeyn-Debever en de heer Jo Van Overberghe toevoegen.

Plaatsvervangers

De heer Wim Vermeulen toevoegen.

Volgende toevoeging werd door de PS-fractie voorgesteld :

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCRIFTEN

Vaste leden

De heer Michel Moock toevoegen.

Volgende toevoegingen en wijziging werden door de VLD-fractie voorgesteld :

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCRIFTEN

Vaste leden

Mevrouw Marilou Van den Poel-Welkenhuysen toevoegen.

Plaatsvervangers

Mevrouw Marilou Van den Poel-Welkenhuysen vervangen door de heer Pierre Lano en de heer Rik Daems toevoegen.

Volgende toevoegingen werden door de PRL-FDF-fractie voorgesteld :

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCRIFTEN

Vaste leden

De heer Jacques Simonet toevoegen.

Plaatsvervangers

De heer Roger Hotermans toevoegen.

Volgende toevoegingen werden door de Ecolo-Agalev-fractie voorgesteld :

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCRIFTEN

Vaste leden

De heer Joos Wauters toevoegen.

Plaatsvervangers

Mevrouw Martine Schüttringer en de heer Thierry Detienne toevoegen.

DEMANDES D'INTERPELLATION

Demandes

1. M. Joseph Arens au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la levée de l'embargo sur la viande bovine britannique".

(n° 2158 - renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture)

2. M. Francis Van den Eynde au ministre des Affaires étrangères sur "la récente visite du chef d'Etat du Congo dans notre pays".

(n° 2159 - renvoi à la commission des Relations extérieures)

3. M. Joseph Arens au ministre de la Justice sur "la participation financière des fabriques d'église à l'embellissement des bâtiments".

(n° 2160 - renvoi à la commission de la Justice)

4. M. Jean-Paul Moerman au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la sécurité des médecins généralistes de garde".

(n° 2161 - transformée en question orale à la demande de l'auteur)

5. M. Karel Van Hoorebeke au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "son refus de recevoir une délégation de 'sans papiers'".

(n° 2162 - renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique)

6. M. Hugo Van Dienderen au ministre des Affaires étrangères sur "la position de la Belgique au sujet d'une proposition de résolution concernant les armes nucléaires".

(n° 2163 - renvoi à la commission des Relations extérieures)

7. M. Julien Verstraeten au vice-premier ministre et ministre de l'Economie et des Télécommunications, chargé du Commerce extérieur, sur "le fonctionnement de La Poste".

(n° 2164 - renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques)

8. M. Jean-Paul Moerman au vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie, sur "les sources de renseignements du SGR".

(n° 2165 - renvoi à la commission de la Défense nationale)

9. M. Jacques Simonet au ministre de la Justice sur "l'élection des membres de l'assemblée représentative du temporel du culte islamique".

(n° 2166 - renvoi à la commission de la Justice)

Retrait

Par lettre du 27 novembre 1998, M. Geert Versnick fait savoir qu'il retire son interpellation adressée au premier ministre sur "le non-respect par le secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement des engagements pris concernant la présentation de rapports au parlement" (n° 2157).

INTERPELLATIEVERZOEKEN

Ingekomen

1. de heer Joseph Arens tot de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de opheffing van het embargo op Brits rundvlees".

(nr. 2158 - verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw)

2. de heer Francis Van den Eynde tot de minister van Buitenlandse Zaken over "het recente bezoek van het staatshoofd van Congo aan ons land".

(nr. 2159 - verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen)

3. de heer Joseph Arens tot de minister van Justitie over "de financiële bijdrage van de kerkfabrieken aan de verfraaiing van kerkgebouwen".

(nr. 2160 - verzonden naar de commissie voor de Justitie)

4. de heer Jean-Paul Moerman tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de veiligheid van de dienstdoende huisartsen".

(nr. 2161 - omgewerkt tot mondelinge vraag op verzoek van de indiener)

5. de heer Karel Van Hoorebeke tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "zijn weigering om een delegatie te ontvangen van 'mensen zonder papieren'".

(nr. 2162 - verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt)

6. de heer Hugo Van Dienderen tot de minister van Buitenlandse Zaken over "de Belgische stemming betreffende een voorstel van resolutie inzake kernwapens".

(nr. 2163 - verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen)

7. de heer Julien Verstraeten tot de vice-eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie, belast met Buitenlandse Handel, over "de werking in het Postbedrijf".

(nr. 2164 - verzonden naar de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven)

8. de heer Jean-Paul Moerman tot de vice-eerste minister en minister van Landsverdediging, belast met Energie, over "de inlichtingenbronnen van de ADIV".

(nr. 2165 - verzonden naar de commissie voor de Landsverdediging)

9. de heer Jacques Simonet tot de minister van Justitie over "de verkiezing van de leden van het representatief orgaan belast met het beheer van het tijdelijke van de islamitische eredienst".

(nr. 2166 - verzonden naar de commissie voor de Justitie)

Ingetrokken

Bij brief van 27 november 1998 deelt de heer Geert Versnick mee dat hij zijn interpellatie gericht tot de eerste minister over "het niet-nakomen van afspraken inzake rapportering aan het parlement door de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking" (nr. 2157) intrekt.

PROPOSITIONS

Autorisation d'impression

Rgt art 64-2

1. Proposition de loi (M. Michel Moock) modifiant l'article 29bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, en vue d'élargir la notion "d'usager faible", n° 1842/1.
2. Proposition de loi (M. Daniël Vanpoucke) modifiant l'article 10 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, n° 1843/1.
3. Proposition de loi (M. Alfons Borginon) modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, n° 1844/1.
4. Proposition de résolution (MM. Pierre Beaufays et Jean-Pol Henry) concernant la signature par la Belgique de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales, n° 1845/1.
5. Proposition de résolution (M. Georges Clerfayt et consorts) visant à la signature par la Belgique de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales, n° 1846/1.
6. Proposition de loi (M. Jean-Paul Moerman) créant un Comité de concertation et d'évaluation des questions de politique industrielle en matière de défense, n° 1853/1.

VOORSTELLEN

Toelating tot drukken

Rgt art 64-2

1. Wetsvoorstel (de heer Michel Moock) tot wijziging van artikel 29bis van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, teneinde het begrip "zwakke weggebruiker" te verruimen, nr. 1842/1.
2. Wetsvoorstel (de heer Daniël Vanpoucke) tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, nr. 1843/1.
3. Wetsvoorstel (de heer Alfons Borginon) tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, nr. 1844/1.
4. Voorstel van resolutie (de heren Pierre Beaufays en Jean-Pol Henry) strekkende tot ondertekening door België van de Raamovereenkomst van de Raad van Europa voor de bescherming van de nationale minderheden, nr. 1845/1.
5. Voorstel van resolutie (de heer Georges Clerfayt c.s.) strekkende tot ondertekening door België van de Raamovereenkomst van de Raad van Europa voor de bescherming van de nationale minderheden, nr. 1846/1.
6. Wetsvoorstel (de heer Jean-Paul Moerman) tot oprichting van een overleg- en evaluatiecomité voor aangelegenheden met betrekking tot het inzake defensie te voeren industriebeleid, nr. 1853/1.

SEANCE PLENIERE
MERCREDI 2 DÉCEMBRE 1998

COMMUNICATIONS

COMMISSIONS

Rapports

Les rapports suivants ont été déposés :

au nom de la commission des Finances et du Budget,

- par M. Hunfred Schoeters, sur le projet de loi portant modification du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus conformément à la directive n° 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes (n° 1668/6);

par M. Lucien Suykens, sur le projet de loi portant des dispositions sociales (art. 163 à 165) (n° 1722/17);

au nom de la commission de la Justice,

- par M. Jo Vandeurzen, sur le projet de loi relatif aux organisations criminelles (n° 954/27);

- par M. Renaat Landuyt, sur :

. le projet de loi portant modification des articles 35 et 47bis du Code d'instruction criminelle et de l'article 3 de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions (n° 1605/8);

. la proposition de loi de M. Geert Bourgeois renumérotant l'article 47bis du Code d'instruction criminelle (n° 1524/5);

. la proposition de loi de MM. Luc Willems, André du Bus de Warnaffe, Antoine Duquesne, Thierry Giet, Renaat Landuyt, Ignace Van Belle, Dany Vandenbossche, Jo Vandeurzen et Servais Verherstraeten relative à la commission d'Etude sur le sort des biens des membres de la Communauté juive de Belgique spoliés ou délaissés pendant la guerre 1940-1945 (n° 1809/5);

au nom de la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société,

- par M. Thierry Detienne, sur le projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la continuité de la politique en matière de pauvreté, signé à Bruxelles le 5 mai 1998 (n° 1713/2);

- par M. Hubert Brouns et Mme Ingrid van Kessel, sur le projet de loi visant à réduire le volume sonore des baladeurs et des écouteurs (n° 1318/2);

- par Mme Miche Dejonghe, sur le projet de loi visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique (n° 1695/3);

- par Mme Ingrid van Kessel, sur la proposition de résolution de MM. Jean-Pierre Viseur, Hugo Van Dienderen, Thierry Detienne, Rudy Demotte, Robert De Richter, Jacques Lefevre, Didier Reynders et Herman De Croo visant à promouvoir le carburant LPG dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique (n° 1460/2).

PLENAIRE VERGADERING
WOENSDAG 2 DECEMBER 1998

MEDEDELINGEN

COMMISSIES

Verslagen

Volgende verslagen werden ingediend :

namens de commissie voor de Financiën en de Begroting,

- door de heer Hunfred Schoeters, over het wetsontwerp houdende wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen overeenkomstig de richtlijn nr. 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen (nr. 1668/6);

- door de heer Lucien Suykens, over het wetsontwerp houdende sociale bepalingen (art. 163 tot 165) (nr. 1722/17);
namens de commissie voor de Justitie,

- door de heer Jo Vandeurzen, over het wetsontwerp betreffende criminele organisaties (nr. 954/27);

- door de heer Renaat Landuyt, over :

. het wetsontwerp houdende wijziging van de artikelen 35 en 47bis van het Wetboek van Strafvordering en van artikel 3 van de wet van 15 maart 1874 op de uitlevering (nr. 1605/8);

. het wetsvoorstel van de heer Geert Bourgeois tot vernummering van artikel 47bis van het Wetboek van Strafvordering (nr. 1524/5);

. het wetsvoorstel van de heren Luc Willems, André du Bus de Warnaffe, Antoine Duquesne, Thierry Giet, Renaat Landuyt, Ignace Van Belle, Dany Vandenbossche, Jo Vandeurzen en Servais Verherstraeten betreffende de Studiecommissie betreffende het lot van de bezittingen van de leden van de Joodse gemeenschap van België, geplunderd of achtergelaten tijdens de oorlog 1940-1945 (nr. 1809/5);

namens de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing,

- door de heer Thierry Detienne, over het wetsontwerp houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de besteding van het armoedebeleid, ondertekend te Brussel op 5 mei 1998 (nr. 1713/2);

- door de heer Hubert Brouns en mevrouw Ingrid van Kessel, over het wetsontwerp tot beperking van het klankvolume van walkmans en hoofdtelefoons (nr. 1318/2);

- door mevrouw Miche Dejonghe, over het wetsontwerp tot bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België (nr. 1695/3);

- door mevrouw Ingrid van Kessel, over het voorstel van resolutie van de heren Jean-Pierre Viseur, Hugo Van Dienderen, Thierry Detienne, Rudy Demotte, Robert De Richter, Jacques Lefevre, Didier Reynders en Herman De Croo ter bevordering van LPG-brandstof in het raam van de strijd tegen de luchtverontreiniging (nr. 1460/2).

SÉNAT

Projet de loi transmis

Par message du 24 novembre 1998, le Sénat transmet, en vue de la sanction royale, le projet de loi portant des dispositions diverses relatives au financement de l'Institut d'expertise vétérinaire (n°1667/5); le Sénat ne l'ayant pas évoqué.

Pour information

GOUVERNEMENT

Dépôt d'un projet de loi

Le gouvernement a déposé le projet de loi fixant pour l'année 1999 le contingent de l'armée (n° 1847/1).

Ce projet est renvoyé à la commission de la Défense nationale

Dépenses faites en marge du budget

Par lettre du 27 novembre 1998, le premier ministre transmet, en exécution de l'article 44, § 1er, alinéa 2, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, des exemplaires de la délibération n° 3165 prise par le Conseil des ministres du 27 novembre 1998, relative à des dépenses faites en marge du budget.

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

Budget général des dépenses 1998

En exécution de l'article 15 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le vice-premier ministre et ministre du Budget transmet :

- par lettres du 26 novembre 1998, quatre bulletins de redistribution d'allocations de base concernant la Coopération au Développement;
- par lettre du 26 novembre 1998, quatre bulletins de redistribution d'allocations de base concernant le ministère de l'Intérieur;
- par lettre du 26 novembre 1998, un bulletin de redistribution d'allocations de base concernant le ministère des Finances.

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

COUR D'ARBITRAGE

Recours en annulation

En application de l'article 76 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie :

- les recours en annulation du décret de la Communauté flamande du 23 juin 1998 octroyant une aide complémentaire aux personnes vivant dans une situation de précarité par suite de circonstances dues à la guerre, à la répression et à l'épuration, introduits par le Conseil des ministres, par l'ASBL Union des Fraternelles de l'Armée secrète, par l'ASBL Section des Combattants brainois, par la Ville de Dinant, par

SENAAT

Overgezonden wetsontwerp

Bij brief van 24 november 1998 zendt de Senaat over, met het oog op de koninklijke bekrachtiging, het niet-geëvoceerde wetsontwerp houdende diverse bepalingen betreffende de financiering van het Instituut voor veterinaire keuring (nr. 1667/5).

Ter kennisgeving

REGERING

Ingediend wetsontwerp

De regering heeft het wetsontwerp tot vaststelling van het legercontingent voor het jaar 1999 (nr. 1847/1) ingediend.

Dit ontwerp wordt verzonden naar de commissie voor de Landsverdediging

Uitgaven gedaan buiten de begroting

Bij brief van 27 november 1998 zendt de eerste minister, in uitvoering van artikel 44, § 1, lid 2, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, exemplaren over van de beraadslaging nr. 3165 door de Ministerraad van 27 november 1998 getroffen betreffende uitgaven gedaan buiten de begroting.

Verzonden naar de commissie voor de Financiën en de Begroting

Algemene uitgavenbegroting 1998

In uitvoering van artikel 15 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit zendt de vice-eerste minister en minister van Begroting :

- bij brieven van 26 november 1998 vier lijsten van herverdeling der basisallocaties betreffende de Ontwikkelingssamenwerking;
 - bij brief van 26 november 1998 vier lijsten van herverdeling der basisallocaties betreffende het ministerie van Binnenlandse Zaken;
 - bij brief van 26 november 1998 een lijst van herverdeling der basisallocaties betreffende het ministerie van Financiën.
- Verzonden naar de commissie voor de Financiën en de Begroting*

ARBITRAGEHOF

Beroepen tot vernietiging

Met toepassing van artikel 76 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof geeft de griffier van het Arbitragehof kennis van :

- de beroepen tot vernietiging van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 juni 1998 houdende bijkomende bijstand aan personen die in een bestaansonzekere toestand verkeren ten gevolge van oorlogsomstandigheden, repressie en epuratie, ingesteld door de Ministerraad, door de VZW Unie der Verbroederings van het Geheim Leger, de VZW "Section des Combattants brainois", de Stad Dinant, A. Haulot, de Franse

A. Haulot, le gouvernement de la Communauté française, O. Van Autrève, le Conseil de la Communauté française, le Conseil régional wallon, le gouvernement wallon, par A. Cordier et autres, par l'ASBL Union des Fraternelles de l'Armée Secrète, la Ville de Dinant et par la commune de Oupeye: les ordonnances de jonction de ces affaires; (n° du rôle : 1384, 1385, 1415, 1419, 1420, 1434, 1435, 1436, 1437, 1441, 1442, 1443, 1455, 1463 et 1465)

- la question préjudicielle concernant l'article 171, alinéa 2, de la loi-programme du 22 décembre 1989, modifié par l'article 112 de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses (présomption de travail à temps plein), posée par la cour du travail de Gand par arrêt du 25 septembre 1998, en cause de l'Office national de l'Emploi contre J. Vander Paelt;

(n° du rôle : 1428)

- le recours en annulation du décret de la Communauté flamande du 17 mars 1998 réglant le droit à la liberté d'information et la diffusion d'informations brèves par les radiodiffuseurs, introduit par l'ASBL Ligue professionnelle de football.

(n° du rôle : 1444)

Pour information

Gemeenschapsregering, O. Van Autrève, de Franse Gemeenschapsraad, de Waalse Gewestraad, de Waalse regering, door A. Cordier en anderen, door de VZW Unie der Verbroederings van het Geheim Leger, de Stad Dinant en door de gemeente Oupeye; de beschikkingen tot samenvoeging van deze zaken;

(rolnummers : 1384, 1385, 1415, 1419, 1420, 1434, 1435, 1436, 1437, 1441, 1442, 1443, 1455, 1463 en 1465)

- de prejudiciële vraag betreffende de artikel 171, tweede lid, van de programmawet van 22 december 1989, zoals gewijzigd door artikel 112 van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen (vermoeden voltijdse arbeid), gesteld door het arbeidshof te Gent bij arrest van 25 september 1998, inzake de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening tegen J. Vander Paelt;

(rolnummer : 1428)

- het beroep tot vernietiging van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 maart 1998 houdende regeling van het recht op vrije nieuwsgaring en de uitzending van korte berichtgeving door de omroepen, ingesteld door de VZW Liga Beroepsvoetbal.

(rolnummer : 1444)

Ter kennisgeving

COUR DES COMPTES

Cahier d'observations

En exécution de l'article 180 de la Constitution, la Cour des comptes a transmis, le 30 novembre 1998, le fascicule Ier de son 155ème cahier d'observations.

Distribution

REKENHOF

Boek van opmerkingen

In uitvoering van artikel 180 van de Grondwet heeft het Rekenhof op 30 november 1998 het deel I van het 155e boek van opmerkingen overgezonden.

Rondgedeeld

COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS

Par lettre du 26 novembre 1998, le président du Sénat transmet un exemplaire du procès-verbal de la prestation de serment de M. Jean-Louis Prignon en tant que membre effectif du Comité permanent de contrôle des services de renseignements.

Renvoi à la commission spéciale chargée de l'accompagnement parlementaire des Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements

VAST COMITÉ VAN TOEZICHT OP DE INLICHTINGENDIENSTEN

Bij brief van 26 november 1998 zendt de voorzitter van de Senaat een exemplaar over van het proces-verbaal van de eedaflegging van de heer Jean-Louis Prignon als vast lid van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten.

Verzonden naar de bijzondere commissie belast met de parlementaire begeleiding van de Vaste Comités van toezicht op de politie- en inlichtingendiensten

RAPPORT ANNUEL

Union des Villes et Communes de Wallonie

L'ASBL Union des Villes et Communes de Wallonie transmet le rapport 1998 de la section 'CPAS'.

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

JAARVERSLAG

"Union des Villes et Communes de Wallonie"

De VZW "Union des Villes et Communes de Wallonie" zendt het verslag 1998 van de afdeling 'OCMW' over.

Verzonden naar de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

MOTION

Par lettre du 25 novembre 1998, le président du CPAS de Maldegem transmet une motion, adoptée par le conseil, sur les candidats réfugiés politiques.

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

MOTIE

Bij brief van 25 november 1998 zendt de voorzitter van het OCMW van Maldegem een door de raad aangenomen motie over betreffende de kandidaat-politieke vluchtelingen.

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt